

Urgence sociale

Contribution présentée par Pierre LARROUTUROU Délégué national Europe du PS, Claudine BARTHELEMY Vice-présidente de la Région Lorraine, Philippe FI-NIELS Premier Secrétaire fédéral de l'Ardèche, Michèle BARRANGER Conseillère municipale, Patrice JOLY Premier Secrétaire fédéral de la Nièvre, Yvette BRACHET Secrétaire fédérale à l'économie, Claude SAUNIER Sénateur des Côtes d'Armor, Cynthia AGUILLON, Pierre Yves COLLOMBAT Sénateur du Var, Colette GROS, Frédéric PAIN Délégué National à la santé, Liliane ALVERGNAT, Jérôme LAMBERT Député de la Charente, Bernard VALETTE Vice président Région centre, Marie DUCAMIN conseillère municipale, Frédéric TRICOT Conseiller municipal, Eric BARRE Maire-adjoint, Yannick BERNARD Secrétaire de section, Baptiste DANEL Secrétaire de section, Guy DAVID Maire, Wiebe DE JONG Conseiller municipal, Dominique DELCROIX Conseiller municipal, Michel DUPÉ Secrétaire de section, Muriel FONT BERGÉ Secrétaire section, Claude GENTIL Secrétaire de section, Alain GEORGES Secrétaire section, Fabien GIOVANNELLI Conseiller municipal, Gilbert FARNAUD Délégué fédéral, Hervé GUILLAUMOT Maire, Hassan JIJAKLI Secrétaire de section, Alain KLOPFSTEIN Secrétaire de section, Bernard MORAT Secrétaire de section, Laurent PACHETEAU Secrétaire de section de Pouzauges, Pierre-louis ROLLE Animateur fédéral du mjs 03, Nicolas ROUY Conseiller régional jeune Midi Pyrénées, Jean Pierre TISON Vice président de communauté de communes, André ABBOU, Yves-Marc ADJADJI, Paul AGIUS, Jean- Marie ALBERTINI, François ANDRE, Michel ANNÉ, Jean-Raymond ATTALI, Fabien ATTIA, Pierre AUCOUTURIER, Florian AUGAGNEUR (Terra Nova), Christian BAIZET (Membre bureau fédéral PS Drôme), Saïd BAJGAR, Franco BALESTRAZZI, Marie Christine BERTILLOT, Elisabeth CARTERON,

La liste des 500 premiers signataires est sur nouvellegauche.fr

1. Urgence sociale

Le temps des contributions est celui du débat. Le temps des motions sera ensuite celui du choix d'une ligne politique. Enfin viendra l'élection du nouveau Premier secrétaire, qui interviendra après le Congrès, une fois qu'aura été décidée la ligne politique. Pour contribuer vraiment au débat de fond, nous avons rédigé cette Contribution, qui diffère assez nettement des autres. Sans aucune grande introduction politique, elle "plonge" immédiatement dans le vif du sujet en te proposant un état des lieux économique et social et en posant 11 questions (à nos dirigeants et à tous les militants) portant sur des propositions précises.

Cette contribution est signée par des élus et des militants "transcourants" qui sont tous persuadés qu'il est vital, absolument vital, pour le PS et pour le pays que ce Congrès soit vraiment un Congrès de refondation intellectuelle et politique.

Mais trêve de discours.

Puisque tout le monde dit qu'il faut parler du fond, parlons du fond !

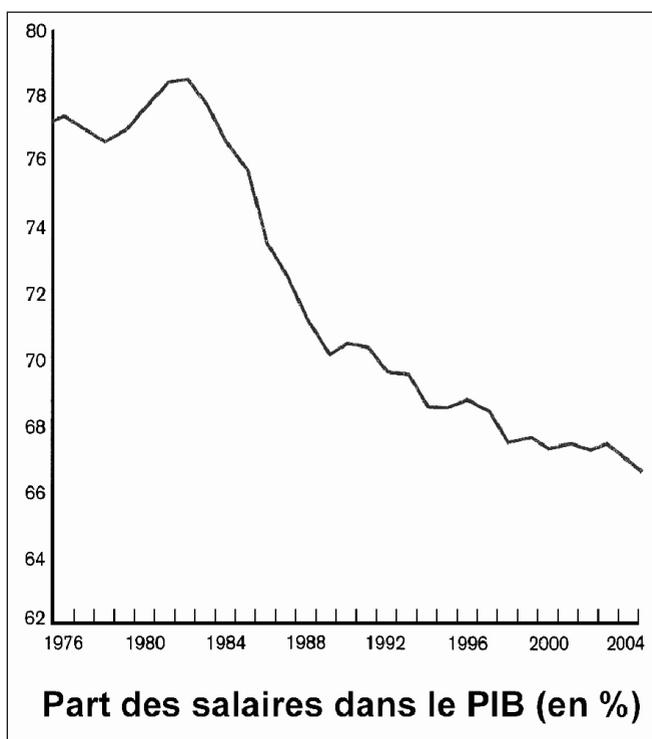
En 25 ans, la part des salaires dans le PIB a baissé de 11 %. Alors que les salaires et les cotisations représentaient 78 % de la richesse nationale au début des années 1980, ils ont baissé jusqu'à n'atteindre plus que 67 %.

11 points de chute⁽¹⁾ sur un PIB de 1.800 milliards, ce sont, cette année, quelque 200 milliards d'euros qui vont aller au capital alors qu'ils iraient aux salariés si le marché du travail retrouvait l'équilibre de 1982.

200 milliards d'euros de perte pour les salaires sur une seule année ! Il ne faut pas s'étonner que les bénéfiques explosent. 200 milliards d'euros, voilà qui pourrait améliorer nettement la situation d'un grand nombre de familles !

200 milliards de perdus... pour les salariés

Est-ce vraiment à cause du "carcan des 35 heures" que des millions de Français ont du mal à boucler leurs fins de mois ? Le diagnostic de Nicolas Sarkozy et du Medef est-il le bon ?

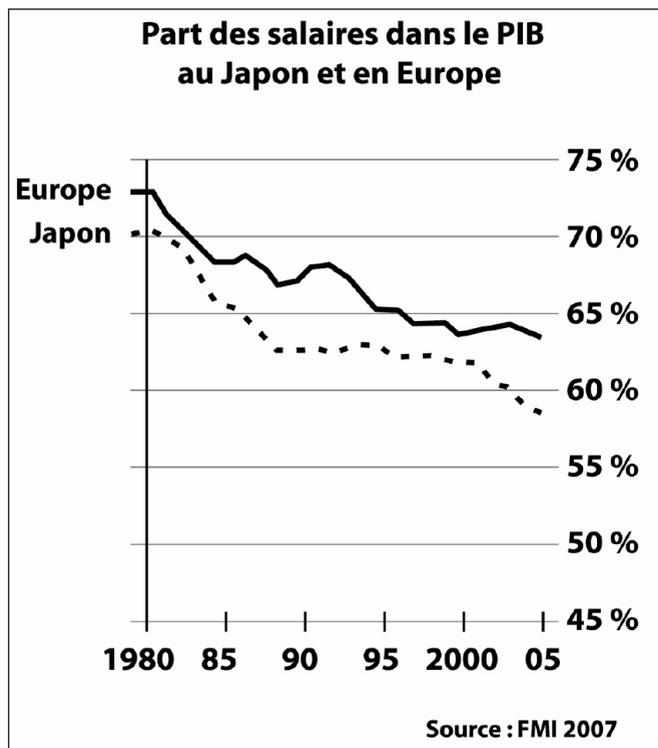


Les 35 heures ont été votées en 1998-99. Or la baisse des salaires dans le PIB a commencé au début des années 1980. Comment expliquer qu'une loi votée en 1998 ait provoqué des effets si puissants 15 ans avant d'être votée ?

Qui plus est, en lisant le rapport du Fonds Monétaire International d'avril 2007, on constate que le mouvement est le même dans toute l'Europe et au Japon : "Au cours des deux dernières décennies, il y a eu un déclin continu de la part du revenu qui va au travail. La baisse est très massive et atteint 10 % en Europe et au Japon."

Aux États-Unis, l'évolution n'est guère plus brillante : "Depuis 2001, les bénéfiques des entreprises ont augmenté de 40 % tandis que les salaires n'ont augmenté de 0,3 %. La part des salaires dans le revenu national atteint son plus bas niveau depuis 1929."

(1) : Source Eric Heyer, OFCE, in L'État de la France, La Découverte, juin 2007.



Les 35 heures ne sont pas coupables

Le discours de Sarkozy et du Medef ne tient pas la route : les 35 heures ne sont évidemment pas responsables de la baisse de la part des salaires que l'on observe depuis 25 ans dans l'ensemble des pays occidentaux. Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage. Qui veut en finir avec la RTT l'accuse de tous les maux.

Nicolas Sarkozy ment. Et il sait qu'il ment ! Or, si l'on veut vraiment répondre aux problèmes de pouvoir d'achat, il est fondamental de poser le bon diagnostic : d'où vient le recul historique de la part des salaires ? Pourquoi les bénéfices distribués aux actionnaires augmentent-ils partout si fortement au détriment des salaires ?

Dans un livre récent⁽²⁾, Patrick Artus, directeur des études à la Caisse des dépôts, souligne le déséquilibre considérable qui se creuse sous nos yeux entre bénéfices et salaires :

« Dans la zone euro, chaque année, les entreprises prennent l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes.

Dû à la perte de pouvoir de négociation des salariés, le transfert en faveur des profits est considérable. »

Certains à gauche n'osent plus parler du déséquilibre du partage salaires/bénéfices.

Ils ont peur de passer pour d'affreux marxistes.

Professeur à Polytechnique et directeur des études à la Caisse des dépôts (CDC-Ixis), Patrick Artus n'a pas la même pudeur et n'hésite pas à écrire que "chaque année, les entreprises prennent l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes."

(2) : Les Incendiaires, Perrin, 2007.

Mais, contrairement à Nicolas Sarkozy, pour expliquer ce "transfert considérable" réalisé au profit des actionnaires, Patrick Artus met en avant, non pas les 35 heures mais la "perte de pouvoir de négociation des salariés". De quoi s'agit-il ? Pourquoi les salariés ont-ils tellement perdu de leur pouvoir de négociation ? La réponse tient en quelques mots : dans tous nos pays, c'est la peur du chômage qui diminue très fortement la capacité de négociation des salariés.

Tous les mois, Sarkozy et Fillon se vantent de ce que les chiffres du chômage sont les meilleurs depuis 1982 : « Il reste moins de 2 millions de chômeurs. Nous allons vers le plein emploi. » Hélas, en consultant le site du ministère du Travail et en tenant compte des 8 catégories de chômeurs⁽³⁾, on constate que nous sommes encore très très éloignés du plein emploi : il reste 3.860.000 personnes inscrites à l'ANPE.

Et, si on voulait être complet, il faudrait ajouter la moitié des bénéficiaires du RMI. Martin Hirsch admettait récemment : "un peu plus de la moitié des RMIstes sont au chômage mais ne sont pas comptabilisés comme chômeurs". En intégrant une moitié des 1.100.000 RMIstes, on arrive à un nombre total de chômeurs qui dépasse 4.350.000 !

Sans doute la question du chômage est-elle trop complexe pour qu'on s'en tienne à un indicateur unique. La plupart des économistes demandent au gouvernement que l'on définisse une batterie d'indicateurs. Mais, si l'on en reste à un indicateur unique, le chiffre de 4 millions est sans doute plus juste que les 1,9 millions mis en avant par le gouvernement.

Car l'on sous-estime aussi le nombre de jeunes au chômage : comme ils n'ont pas cotisé, ils n'ont droit à aucune allocation et ne sont comptabilisés ni à l'ANPE ni au RMI, mais tous ceux qui travaillent dans des Missions locales et tous ceux qui ont des jeunes dans leurs familles peuvent témoigner de la très grande précarité que l'on impose aux 16-30 ans. Et, parmi ceux et celles qui ont un emploi, combien n'ont que des emplois précaires ? Toutes les études montrent que, depuis quelques années, l'essentiel des créations d'emplois sont des emplois à 12 ou 15 heures par semaine⁽⁴⁾.

Des emplois de 12 heures par semaine

Nicolas Sarkozy ne cesse de dénoncer les effets néfastes des 35 heures. Effets néfastes (selon lui) tant sur l'économie que sur les "valeurs" transmises par les adultes à leurs enfants... Sarkozy l'a dit clairement : il veut en finir avec les 35 heures. Mais l'essentiel des emplois créés ces dernières années sont, en moyenne, à 12 heures par semaine. Trois fois moins ! Pour "transmettre-à-nos-enfants-la-valeur-travail", des emplois de 12 heures par semaine, payés 300 euros par mois, est-ce vraiment mieux que des emplois à 35 heures ?

4.300.000 chômeurs et des millions d'emplois précaires. Voilà fondamentalement ce qui provoque la "perte de pouvoir de négociation des salariés" dont parle Patrick Artus. Voilà, fondamentalement, ce qui provoque le recul de la part des salaires dans le PIB ! Quand il y a autant de chômeurs et de précaires, qui peut aller voir son patron et exiger une augmentation ? Qui peut aller voir son patron et exiger une charge de travail plus raisonnable ou un poste plus intéressant ?

(3) : Voir les chiffres sur www.nouvellegauche.fr

(4) : Cf Le Monde du 26 février 2008

Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs...

À un tel niveau, chômage et précarité déséquilibrent complètement la négociation entre salariés et entreprises. Dit ou non dit, le "si t'es pas content, tu peux aller voir ailleurs" remplace souvent toute vraie négociation. Combien de millions de salariés doivent-ils se contenter des conditions de travail et des salaires qui leur sont imposés ?

"Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs". Depuis 25 ans, la peur du chômage et de la précarité a provoqué une telle "perte de pouvoir de négociation des salariés" que la part des salaires (salaires et cotisations) dans le PIB a chuté de 11 % ! Par comparaison, rappelons que le déficit prévisionnel des retraites annoncé pour 2020 si nous ne réformons pas le système est de 1 % du PIB.

On s'inquiète (à juste titre) d'un déficit qui sera de 1 % du PIB, mais, depuis 25 ans, à cause du chômage, le recul de l'ensemble salaires + cotisations est de 11 %. ONZE fois plus ! On ne pourra pas sauver notre système de retraite si l'on n'arrive pas à sortir du chômage de masse.

Retraites : « le vrai problème c'est le chômage »

Une autre raison nous oblige à faire le lien entre le dossier des retraites et celui du chômage. Sarkozy et Fillon veulent obliger les salariés à cotiser 41 ans pour avoir une retraite à taux plein. En théorie, vu les progrès de l'espérance de vie, il est difficile de se prononcer contre l'allongement de la durée de cotisation. Mais, en réalité, quel impact aurait cette mesure si elle était adoptée ?

Essayons d'y voir clair :

- Aujourd'hui, c'est en moyenne à 61 ans que les salariés soldent leur retraite.
- À 61 ans, moins de 30 % des salariés ont encore un emploi.
- Quand Nicolas Sarkozy et François Fillon, sans avoir rien fait pour faire reculer le chômage des plus de 60 ans, exigent une année de cotisation supplémentaire, ils savent très bien que pour plus de 70 % des salariés il manquera une année de cotisation, soit 4 trimestres.
- Pour une majorité de salariés, cela signifie une décote de 10 % sur la pension de retraite !

Aujourd'hui, quand un salarié solde sa retraite, il est au chômage depuis trois ans en moyenne. Rendre obligatoire une année de cotisations supplémentaire sans avoir fait radicalement reculer le chômage des plus de 60 ans ne sert à rien :

« S'il n'est pas porté remède au chômage, le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien. Cela revient à demander aux gens de travailler plus longtemps alors qu'ils manquent déjà de travail. Les inégalités entre générations ne viennent pas du "problème" des retraites mais de l'emploi. Le vrai problème, c'est le chômage. »

Jean-Paul FITOUSSI
Président de l'OFCE⁽⁵⁾
Le Monde, 6 mars 2001

(5) : L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques est l'institut d'économie de Sciences-Po Paris.

"Cotiser plus longtemps" = 10 % de moins sur les retraites ? Voilà comment, en prétendant "sauver les retraites", avec des arguments pleins de bon-sens ("l'espérance de vie a augmenté, donc il faut cotiser plus longtemps"), on prépare en réalité une baisse généralisée du niveau des retraites de la Sécurité sociale.

Tous les syndicats s'opposent évidemment à ce nivellement par le bas. Par contre, ceux qui veulent développer les systèmes d'assurance privés sont très favorables à cette réforme.

Guillaume Sarkozy, frère de Nicolas, n'est-il pas le DG d'un groupe d'assurance-santé, assurance-retraite ? Si les retraites de la Sécurité sociale baissent nettement, Guillaume Sarkozy espère sans doute qu'un certain nombre de salariés auront recours aux assurances qu'il propose.

Le rêve de Guillaume Sarkozy

Il y a deux ans, dans La Tribune, Guillaume Sarkozy expliquait qu'il faut s'attendre "à des bouleversements majeurs dans le domaine de la santé. La réforme Douste-Blazy n'a pas eu tout le succès escompté en ce qui concerne les équilibres financiers. D'autres réformes seront nécessaires. Elles donneront aux assureurs complémentaires un rôle de plus en plus important."

Et, fin 2006, quand Les Echos demandaient à François Fillon si les problèmes de dépendance des personnes âgées ne devraient pas être mieux pris en charge par la Sécurité Sociale, Fillon expliquait que "la bonne piste est de compléter le système actuel avec des dispositifs d'assurance privée." Tant pis pour ceux qui n'auront pas les moyens de s'assurer !

La vieillesse et la santé sont-elles un marché comme les autres ?

Sans trahir de secrets de famille (qu'est-ce que Nicolas a promis à Guillaume ?), on voudrait en savoir plus : quels sont les "bouleversements majeurs" auxquels il faut s'attendre en matière de financement de la santé ? La "petite" franchise que Sarkozy a déjà créée n'est-elle qu'un premier pas vers de gros remboursements ? Pour développer un business très profitable à certains, le gouvernement va-t-il inciter ceux qui le peuvent à se tourner vers des assurances privées ?

Aux États-Unis, les dépenses de santé sont deux fois plus importantes qu'en France (en proportion du PIB), mais l'essentiel de ces dépenses ne sont pas remboursées par l'État. C'est aux individus de s'assurer. Du coup, malgré des dépenses de santé deux fois plus importantes que les nôtres, l'espérance de vie est plus faible aux États-Unis qu'en France car des millions d'Américains n'ont pas de quoi se faire soigner et meurent prématurément.

« 47 millions d'Américains n'ont aucune protection sociale et les problèmes de santé sont la première cause de faillite personnelle »

Les Echos 6 novembre 2006

Quand ils ont un gros problème de santé, tous ceux qui n'ont pas de couverture sociale doivent vendre le peu qu'ils ont et s'endetter plus que de raison... Est-ce vers ce modèle que veulent nous mener Nicolas et Guillaume Sarkozy ?

Ce point est fondamental. Avec les questions de santé, de retraite et de dépendance, on touche à la dignité humaine dans ce qu'elle a de plus concret. Si Nicolas Sarkozy met en place un système de santé à l'américaine, seuls les plus riches pourront connaître une fin de vie digne. Les autres, ceux et celles qui auront déjà galéré toute leur vie avec de faibles revenus, auront des retraites de plus en plus faibles et vivront leurs dernières années dans des mouroirs ou des hôpitaux de seconde classe. Au-delà de la "petite franchise" qu'il nous a déjà annoncée, quels sont vraiment les projets de Nicolas (et Guillaume) Sarkozy en matière de santé ?

Guillaume Sarkozy se prépare et espère une « rentabilité raisonnable »...

Nicolas ne nous a pas encore tout dit. Mais Guillaume et ses associés se préparent activement : Le Monde du 4 juin 2008 révèle que la Caisse des dépôts et « le groupe Médéric qui est dirigé par Guillaume Sarkozy, veulent créer une filiale commune spécialisée dans le financement des retraites. Leur idée est de compenser la baisse du niveau des retraites de la Sécurité sociale en proposant des retraites complémentaires aux salariés.»

« Les discussions autour de la Loi Fillon, prévues cet été, les incitent à aller vite. Selon un document de travail estampillé "Confidentiel", les salariés non-cadres subiront une baisse de 5 % du taux de remplacement pour une carrière complète et les cadres perdront 20 %.

Ce projet de partenariat prévoit la création d'une "nouvelle entreprise d'assurance", qui proposera "des services adaptés" aux salariés. L'objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2019 avec "des taux de rentabilité raisonnables" conclut Le Monde.

Au moins, les choses sont claires : la réforme Fillon va amener une baisse assez nette des retraites : entre 5 et 20 % de perte pour ceux qui auront des carrières complètes et nettement plus pour tous ceux et celles à qui il manquera quelques trimestres de cotisation car ils ne pourront pas cotiser 41 ans... Mais Guillaume Sarkozy propose à ceux qui en ont les moyens de prendre une assurance complémentaire sur laquelle il espère que sa nouvelle entreprise d'assurance obtiendra une "rentabilité raisonnable".

Tant mieux pour ses actionnaires qui se partageront quelques centaines de millions d'euros de bénéfices, mais tant pis pour les millions de salariés qui n'auront pas les moyens de se payer cette assurance supplémentaire et qui verront leurs retraites baisser nettement.

Pour justifier le retour aux 40 heures, Sarkozy et Fillon mettent en avant la faiblesse des salaires. N'ont-ils pas compris que, tant que le chômage et la précarité resteront à ce niveau, la pression à la baisse sur les salaires continuera de s'exercer ? Tant que le chômage et la précarité resteront à ce niveau, le stress des salariés continuera d'augmenter. La croissance restera molle. Les ressources de l'État, des collectivités et de la Sécu (fondées essentiellement sur les salaires et la consommation) stagneront, et nous aurons les plus grandes difficultés à financer les services publics et les retraites.

Les 35 heures ne sont pas coupables

C'est le chômage de masse qui provoque la baisse des salaires dans le PIB. C'est le chômage qui plombe le financement des retraites et de la Sécu. C'est le chômage et la précarité qui pourrissent la vie quotidienne de millions de nos concitoyens (en particulier dans les « quartiers difficiles »). Lutter radicalement contre le chômage et la précarité doit être, pour les Socialistes, une priorité absolue.

Diviser pour régner

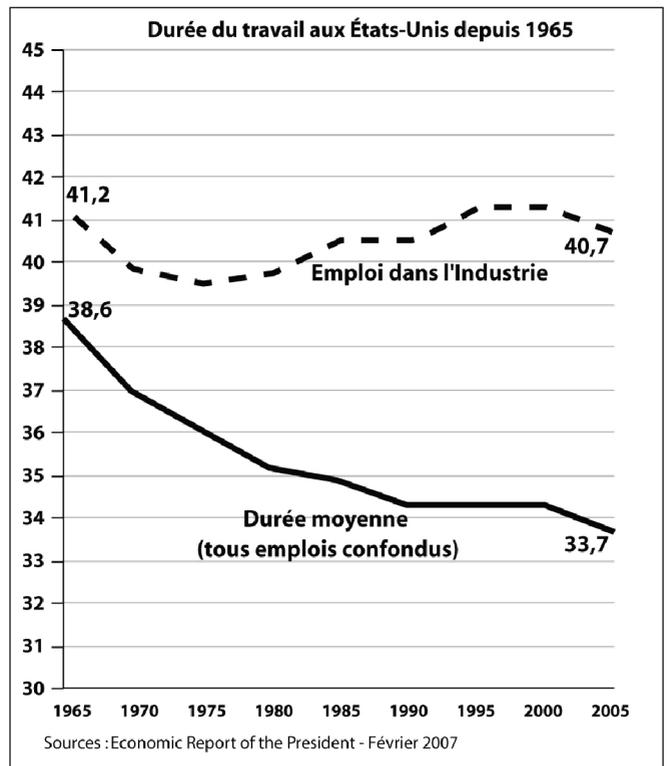
Durant toute la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a passé son temps à opposer "ceux qui se lèvent tôt" à ceux qui sont au chômage (supposés être tous de gros fainéants). Diviser pour régner, la méthode est classique ! Mais, en réalité, au-delà des différences de situation, nous sommes tous embarqués dans le même bateau. Que nous le voulions ou non, nous sommes tous solidaires : tant qu'il y aura autant de chômage et de précarité, même les salariés qualifiés, en CDI, dans des grandes entreprises⁽⁶⁾ seront tirés vers en bas et soumis à un stress de plus en plus important.

Sarkozy va aggraver la situation

Par manque de place, nous avons dû couper l'analyse de la réforme du marché du travail que veut imposer Sarkozy en s'inspirant de la réforme Hartz 4 faite en Allemagne, réforme qui a fait basculer 6 millions d'Allemands aux limites du seuil de pauvreté. **Tu peux trouver cette analyse sur www.nouvellegauche.fr.**

Mais la réforme Hartz 4 n'est pas le seul modèle de Sarkozy. Sa véritable inspiration, il la trouve aux Etats-Unis. À plusieurs reprises, depuis qu'il est à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a vanté le plein emploi américain. De quelle nature est ce "plein-emploi" ? Y a-t-il vraiment une exception américaine ? Alors que tous les pays occidentaux sont touchés par une précarité massive, les États-Unis ont-ils trouvé le moyen de donner à tous un vrai emploi ?

Hélas, si l'on en croit les chiffres donnés par la Maison-Blanche⁽⁷⁾ les États-Unis sont très loin du plein emploi. Il y a tellement de petits boulots que la durée moyenne du travail est tombée à 33,7 heures.



Le chiffre qui est toujours cité par la droite et le Medef (« Aux États-Unis, on travaille 40 heures par semaine ») ne correspond qu'à l'emploi industriel.

Mais, si l'on intègre l'ensemble des emplois, tous secteurs confondus, on constate que la durée moyenne n'a cessé de diminuer depuis 40 ans et qu'elle n'est plus que de 33,7 heures.

Et, si la durée moyenne n'est que de 33,7 heures, alors que ceux qui ont un "bon job" sont à 41 heures, c'est que des millions d'Américains travaillent moins de 25 heures par semaine.

33,7 heures en moyenne aux États-Unis

Voilà, en vérité, ce qu'est le "plein-emploi" de Nicolas Sarkozy. Lui qui est tellement allergique aux 35 heures, sait-il que les USA sont, en moyenne à 33,7 heures ? Et sait-il que la durée moyenne en Grande-Bretagne n'est que de 31,9 heures ?

Oui, vous avez bien lu : en Grande-Bretagne, la durée moyenne du travail (sans compter les chômeurs et les 2 millions de "handicapés" dispensés de recherche d'emploi) n'est plus, en janvier 2008, que de 31,9 heures par semaine. Le chiffre est tellement éloigné de tout ce que les libéraux nous rabâchent depuis des années que nous donnons l'adresse du site de l'INSEE anglaise à tous ceux qui veulent vérifier l'information par eux-mêmes⁽⁶⁾.

31,9 heures en Grande-Bretagne

Bien sûr (rassurons Nicolas et tous ses amis néo-libéraux), cette baisse du travail n'a pas été organisée par des négociations collectives ou par la Loi. Non ! C'est le marché, le Marché seul, dans sa grande sagesse, qui a réparti le travail entre, d'un côté, ceux qui ont encore un bon job, à 40 heures par semaine, et, de l'autre côté, des millions d'hommes et de femmes qui n'ont que de petits emplois avec des petits revenus.

Ce partage du travail qui ne dit pas son nom provoque évidemment un partage des revenus de plus en plus inégalitaire. En 2007, la Direction des études de BNP-Paribas a publié une étude assez troublante sur les États-Unis : le directeur des études a fait un grand focus sur « Inégalités et fonctionnement du marché du travail⁽⁹⁾ ». Philippe d'Arvisenet relève que le partage du travail existant aux États-Unis amène à un partage des revenus de plus en plus inégalitaire : seuls les 5 % les plus riches ont vu leurs revenus augmenter sur les cinq dernières années. Les autres 95 % ont vu leur revenu stagner ou franchement décliner.

Et une étude publiée par Factset en juin 2008 montre que, au sein de ces 5 %, ce sont les 1 % les plus riches (ceux qui ont des milliers d'actions et reçoivent d'énormes dividendes) qui ont accaparé 75 % de la richesse nouvelle créée entre 2002 et 2006.

Voilà ce que donne le néo-libéralisme triomphant.
Voilà ce que donne le partage du travail quand il est organisé par la "main invisible du marché".

(6) : Cf les suicides de salariés chez Renault, une entreprise autrefois considérée comme une "vitrine sociale".

(7) : Rapport économique du Président de 2007

(8) : http://www.statistics.gov.uk/downloads/theme_labour/LMS_FR_HS/WebTable07.xls Quand vous avez ouvert le tableau, descendez jusqu'à la case C-451 pour trouver les chiffres de janvier 2008. Ce sont des séries longues qui commencent en 1971, mais la colonne « durée totale moyenne » n'est pas documentée pour les premières années.

(9) : Revue Conjoncture mars 2007, page 14.

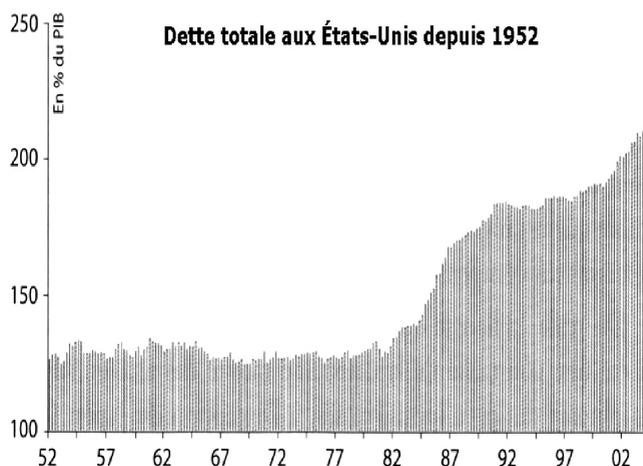
Voilà ce que donne la liberté de "travailler plus, sans le carcan des 35 heures" dans un contexte de forts gains de productivité : aux États-Unis, il y a tellement de petits boulots que la durée moyenne du travail est tombée à 33,7 heures. Il faut être parmi les 5 % les plus riches pour voir son revenu réel progresser et les Top 1% ont accaparé 75 % du PIB supplémentaire créé ces dernières années.

« 5 % seulement des Américains ont vu leurs revenus réels augmenter »

Un tel niveau d'inégalité devrait avoir un impact très négatif sur la croissance car les 5 % les plus riches ne peuvent pas faire 18 repas par jour ni avoir tous 10 voitures garées devant leur maison. Quand 5 % seulement des citoyens accaparent la totalité des richesses nouvellement créées et qu'une majorité voit ses revenus stagner ou nettement diminuer, la croissance devrait s'arrêter, faute de consommation.

Comment le néo-libéralisme parvient-il en même temps à assurer des profits colossaux aux plus riches et à augmenter la consommation des classes moyennes et des pauvres dont le revenu régresse régulièrement ? La réponse est simple. Simple mais catastrophique : c'est uniquement en poussant la majorité des salariés et des chômeurs à s'endetter et à se surendetter que le libéralisme peut assurer en même temps des bénéfices colossaux à une infime minorité et une consommation élevée du plus grand nombre.

C'est en prenant du recul et en analysant les statistiques données par la Réserve fédérale pour les 50 dernières années que l'on comprend mieux l'ampleur et les déterminants réels de la crise de la dette qui vient d'éclater.



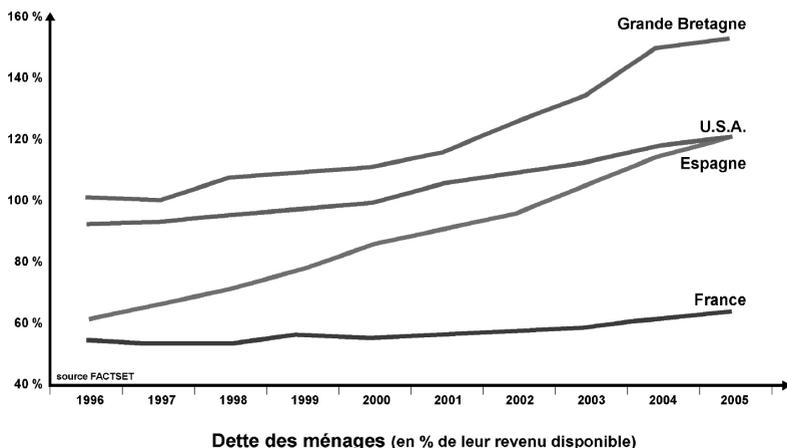
Les libéraux condamnent toujours très sévèrement l'accumulation de la dette publique, mais ils sont toujours très discrets sur le volume de dette privée accumulée dans les pays qu'ils prennent en modèle. Sur cette courbe, on suit l'évolution de la dette totale (familles + entreprises + collectivités) rapportée au PIB sur les 50 dernières années.

C'est à partir de l'arrivée de Reagan que la dette augmente : les libéraux baissent les impôts sur les plus riches, ce qui favorise la dette publique. Mais, plus fondamentalement, la dette privée augmente parce que la précarisation du marché du travail amène progressivement à une baisse de la part des salaires dans le PIB et qu'un nombre croissant de ménages américains sont obligés de s'endetter pour maintenir un haut niveau de consommation.

On voit ici que la question de la dette n'est pas une question annexe. Ce n'est pas un incident de parcours dû à l'inconscience de quelques traders isolés. Pour garantir aux actionnaires des bénéfices colossaux tout en assurant un haut niveau de consommation à l'ensemble de la population, le néolibéralisme a structurellement besoin d'un endettement croissant.

En 1929, quand éclata la dernière grande crise du capitalisme, la dette totale représentait 140 % du PIB. Elle dépasse aujourd'hui les 235 % du PIB. Et, si l'on tient compte de la dette du secteur financier, on atteint le ratio assez effrayant de 340 % du PIB. Il ne se passe plus une semaine sans que le FMI, la Banque mondiale ou des économistes de grand renom n'affirment que (sauf à changer radicalement nos politiques) on va vers "la crise financière la plus grave depuis 1929."

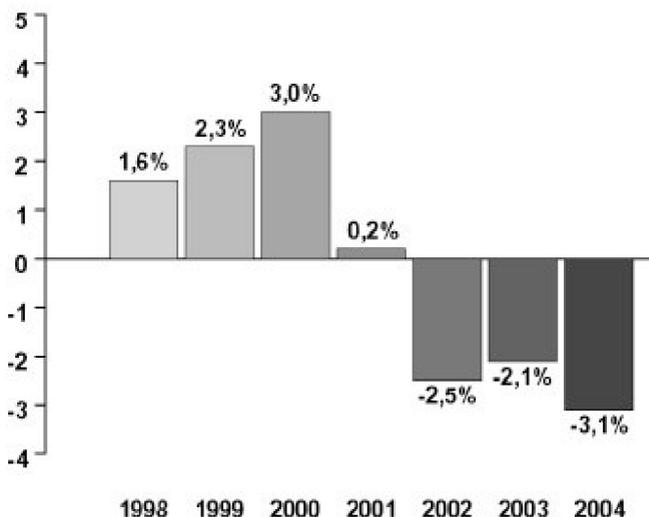
Hélas, les États-Unis ne sont pas une exception : Espagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Australie ou Nouvelle-Zélande, tous les pays que les libéraux nous donnent en modèle pour la réussite de leurs « réformes structurelles », ont un taux d'endettement des ménages catastrophique.



Comme l'explique Patrick Artus, "dans la zone euro, en dix ans, la dette privée est passée de 75 % à 145 % du PIB. Sans la dette des ménages, la croissance de la zone euro serait nulle depuis 2002."

Et, hors zone euro, la situation n'est guère plus réjouissante : en Grande-Bretagne, la dette des ménages dépasse les 160 % du revenu disponible. Une étude de Jean-Luc Buchalet et Pierre Sabatier montre que, sans l'augmentation de la dette des ménages, la Grande-Bretagne serait en récession depuis 2002 !

La croissance en Grande Bretagne à dette constante



La dette privée est bien plus dangereuse que la dette publique

Sans doute ne faut-il pas sous-estimer les problèmes liés à la dette publique. Vu la part de nos impôts qui sert chaque année à payer simplement les intérêts de la dette publique, on ne peut évidemment pas considérer comme quantité négligeable le problème de la dette publique⁽¹⁰⁾. Mais la dette publique est nettement moins dangereuse que la dette privée.

Quand la dette publique de la France atteint 64 % de son PIB ou quand la dette publique japonaise dépasse les 165 % du PIB (!), il n'y a pas de quoi pavoiser. Mais personne ne pense que l'État japonais ou l'État français va tomber en faillite et sera incapable d'honorer sa dette. Il n'y a pas de risque de cassure ou d'effondrement. En revanche, quand des millions de familles sont surendettées, quand en quelques semaines des millions de familles sont expulsées de leur logement et qu'une majorité de citoyens prend conscience qu'il faut absolument faire des économies pour rembourser les dettes accumulées, l'économie peut atterrir très brutalement !

Nous n'en sommes qu'au début de la crise aux États-Unis et le gouvernement fait tout pour limiter l'impact des subprimes⁽¹¹⁾ mais, déjà, les ventes de téléviseurs et les ventes de voitures ont plongé au mois de mars (moins 16 % en un mois). Quand l'huissier menace de vous expulser ou de saisir une partie de vos biens, vous pouvez facilement repousser de quelques mois (ou de quelques années) l'achat d'une nouvelle voiture ou d'un nouvel écran plat. Et quand des millions de familles font les mêmes économies au même moment, les entreprises qui fabriquent ces voitures et ces téléviseurs préparent quelques milliers de licenciements...

Les libéraux, depuis 20 ans, ont réussi à focaliser le débat sur la dette publique sans jamais parler de la dette privée (cf les critères de Maastricht). Sans doute, à court terme, la dette privée est-elle très rentable pour les banques qui poussent les familles à s'endetter (et qui conseillent certains politiques), mais on va constater bientôt que l'accumulation de dette privée peut provoquer des catastrophes en série.

(10) : Les intérêts de la dette représentaient 9,9 % du budget de l'Etat en 1990. Ils représentent aujourd'hui 15 % du budget de l'Etat.

(11) : Au premier trimestre 2008, la dette totale a encore augmenté à un rythme de + 8 %. On a fermé le robinet des sub-primes mais on a laissé tous les autres ouverts (cartes de crédit, crédits consommation, crédit revolving...). Voilà pour quoi la crise n'a pas encore réellement fait sentir ses effets.

Dans Le Monde du 31 août 2006, Nouriel Roubini, économiste de la Maison-Blanche sous Bill Clinton, affirmait déjà que "la probabilité d'une récession de l'économie américaine est désormais de 70 %". Ce à quoi Patrick Artus répondait "il n'y a pas de risque de krach dans l'immédiat. Mais, quand cela arrivera, le dollar va s'effondrer. Une énorme bombe à retardement va exploser sur les marchés financiers. Plus les années passent, plus le risque grandit."

« Une énorme bombe à retardement va exploser... »

Et si les États-Unis plongent, l'Europe plongera aussi, peu de temps après...

"Vu l'importance des déséquilibres accumulés, la question n'est pas de savoir s'il y aura ou non un ajustement, la seule question est : quand et avec quelles conséquences ?" écrivait en décembre 2005 le centre Bruegel, un groupe d'économistes basé à Bruxelles.

"Un tel ajustement promet d'être douloureux pour le reste du monde, et tout particulièrement pour la zone euro. (...) Dans le scénario le plus favorable, les exportations européennes se contracteraient de 233 milliards d'euros, entraînant la perte de quelque 3 millions d'emplois en Europe.

Le centre Bruegel demande instamment aux dirigeants européens de se préparer à cette crise."

Il y a déjà 4 millions de chômeurs et 6 millions de salariés pauvres en Allemagne. Il y a 4 millions d'inscrits à l'ANPE et des millions de précaires en France. Il y a 32 % d'emplois précaires en Espagne... Et les économistes du centre Bruegel estiment que dans le scénario le plus favorable, l'éclatement de la bulle américaine peut provoquer, en Europe, la perte de 3 millions d'emplois !

Nous vivons dans une société déjà profondément précarisée. Une société fatiguée par 30 ans de crise. Une société dans laquelle la méfiance vis-à-vis du politique est forte : 69 % des Français disent ne faire confiance ni à la droite ni à la gauche. Que peut-il se passer si, effectivement, une crise née aux États-Unis provoque quelques millions de pertes d'emplois ?

Les émeutes de novembre 2005 l'ont rappelé à ceux qui l'avaient oublié : nous sommes dans une société inflammable, une société à deux doigts de la crise de nerfs. Que se passera-t-il si, d'un coup, la crise s'aggrave sans qu'aucune force politique ne soit capable de proposer une stratégie de sortie de crise crédible ?

Que se passera-t-il en Chine si la croissance américaine s'effondre ?

Par manque de place, nous avons dû couper l'analyse de ce qui se passe aujourd'hui en Chine et de ce qui peut s'y passer en cas de crise économique. Tu peux retrouver l'analyse sur nouvellegauche.fr.

Depuis qu'a éclaté la crise des subprimes, Nicolas Sarkozy dit et répète que, pour sortir de la crise, il faut davantage de transparence. De la TRANS-PARENCE ! Dormez tranquilles, bonnes gens. Il suffit d'un peu de transparence pour que tout rentre dans l'ordre. Rien de plus ! Aucune remise en cause du système n'est nécessaire. Juste un peu de transparence...

Eh bien, chiche ! Soyons transparents. Mais pas transparents seulement sur l'écume de l'océan. Pas transparents seulement sur le glaçon qui flotte à vingt mètres de l'iceberg. Pas transparents seulement sur quelques banques qui ont poussé le bouchon un peu plus loin que les autres...

Osons dire la gravité de la situation :

- 4 millions de chômeurs, des millions de précaires... Notre pays est englué et s'enfoncé dans une crise sociale d'une extrême gravité que les chiffres officiels sous-estiment totalement ;
- les prétendus "blocages de la société française" n'expliquent que très partiellement l'étendue des dégâts : la précarité est la même, à peu de chose près, dans presque tous les pays occidentaux ;
- partout, le chômage et la précarité affaiblissent la capacité de négociation des salariés qui ont un emploi, ce qui provoque une forte baisse de la part des salaires dans le PIB. Cette baisse des salaires devrait ralentir fortement la croissance ;
- la croissance que connaissent malgré tout l'ensemble des pays occidentaux depuis le début de la décennie est uniquement due à une hausse très forte de la dette des ménages ;
- alors que tous nos dirigeants comptent sur une forte croissance pour faire reculer le chômage, aucun économiste sérieux ne pense plus que la croissance va accélérer. Au contraire ! Les déséquilibres des capitalismes américain et chinois font qu'une crise économique majeure peut survenir d'une année à l'autre. Cette crise aggravera très fortement la situation en Europe et peut ouvrir, à l'autre bout de notre village-planète, une nouvelle période de barbarie.

Au même titre que la question environnementale, au même titre que la question alimentaire, la question sociale est maintenant une question de survie pour l'humanité.

Ce système que Sarkozy vénère ("j'aime la fluidité des États-Unis", "je veux développer le crédit hypothécaire comme aux USA"), ce système nous mène dans le mur !

« On n'ose plus parler du capitalisme - je suis le seul à employer ce mot - alors que ce système vit une crise foudroyante et suicidaire à moyen terme pour l'humanité. Nous, socialistes, devrions être bien placés pour l'expliquer et y répondre. »

Michel Rocard

Le Parisien 25 août 2007

« L'économie mondiale danse au bord du gouffre... »

« L'économie mondiale danse au bord du gouffre... écrivait l'ONU dans son dernier rapport annuel. Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour agir ?

Nous autres, socialistes, qui donnons parfois l'impression de nous intéresser plus à nos querelles internes qu'à la marche du monde, avons-nous conscience de la gravité de la crise sociale dont souffrent des millions de nos concitoyens ? Avons-nous conscience de la gravité des déséquilibres accumulés par les néolibéraux ?

Au-delà des querelles de mots ("capitalisme", "libéralisme", "néolibéralisme" ou "dérégulation"...), sommes-nous capables de dire haut

et fort que l'idéologie du chacun pour soi, du laisser-faire et du profit à court terme nous mène à la catastrophe ?

Sommes nous capables surtout de nous rassembler pour construire une alternative ?

2. Comment agir ?

11 questions posées à toutes les motions

Vu la gravité des déséquilibres accumulés, une réponse strictement nationale est évidemment insuffisante. Une partie des leviers d'action se trouve au niveau international et au niveau européen.

Question 1 : Convoquer un nouveau Bretton Woods

Vu la gravité de la crise monétaire et financière qui vient, il faut sans tarder convoquer un nouveau Bretton Woods. En 1944, dans cette petite ville du nord-est des États-Unis, on a réuni les 30 meilleurs économistes de la planète et on leur a dit (gentiment mais fermement) qu'ils ne sortiraient pas du village tant qu'ils ne se seraient pas mis d'accord sur de nouvelles règles du jeu monétaires et financières permettant d'éviter qu'une crise semblable à celle de 1929 puisse à nouveau se produire. Ils ont travaillé dur, pendant 3 semaines, pour construire un système qui a tenu 30 ans. Hélas, depuis le début des années 1970, les libéraux ont peu à peu démantelés les règles et les outils de Bretton Woods pour finir par accumuler des déséquilibres supérieurs à ceux de 1929...

Allons-nous attendre que la crise éclate et que la situation devienne ingérable pour convoquer un nouveau Bretton Woods ? Si tout le monde a conscience qu'on va dans le mur, qu'attendons-nous pour définir, au niveau mondial, de nouvelles régulations monétaires, financières, sociales et écologiques ? Demander 3 semaines de travail approfondi pour éviter une crise majeure, demander 3 semaines de travail pour 30 ans de stabilité, est-ce trop exiger ?

Puisque aucun organisme international ne le fait (« il ne faut pas inquiéter les marchés »), pourquoi la France et ses alliés européens n'en prendraient pas l'initiative ? Allons-nous attendre que le dollar s'écroule et que l'Europe perde au minimum 3 millions d'emplois (Cf le rapport du centre Bruegel) pour calmer le jeu sur les marchés monétaires ?

Depuis un an, sur ces questions cruciales pour notre avenir, Nicolas Sarkozy n'a rien dit, et surtout rien fait. Nous, socialistes, qu'attendons-nous pour agir ?

Question 1 :

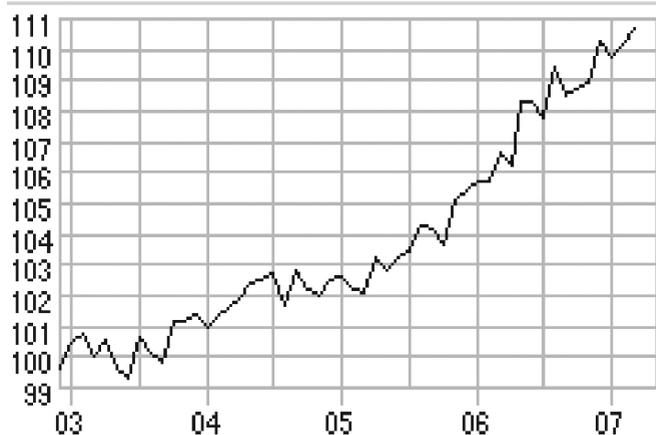
Êtes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS organise sans tarder avec l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) une grande Conférence internationale⁽¹²⁾ pour définir de nouvelles règles du jeu en matière monétaire et financière ?

Question 2 : Réguler la mondialisation ?

Les questions monétaires et financières ne sont pas les seules sur lesquelles nous devons agir. C'est l'ensemble des règles du jeu du commerce mondial qu'il faut revoir. Ce qui suppose d'abord que nous soyons au clair sur notre analyse de la mondialisation.

La mondialisation est-elle coupable du chômage et de la précarité qui gangrènent notre pays depuis trente ans ? Non. Pour le moment, globalement, la mondialisation ne semble pas coupable. Certes, il y a des délocalisations, et chaque fermeture d'usine est une catastrophe pour les familles et les collectivités concernées, mais on ne peut pas expliquer nos 4 millions de chômeurs et nos millions de précaires par la mondialisation.

Production industrielle (base 100 en 2000) - Z



Source : Eurostats © Capital.fr

La production industrielle réalisée sur le territoire national et sur le territoire européen continuent d'augmenter chaque année. En 2007, encore, la production réalisée en France a augmenté de 1,7 %. Ce n'est pas colossal, mais cela signifie que notre industrie résiste ! Le nombre de tonnes d'acier, de voitures, de parpaings et de jambon produits en France continue d'augmenter chaque année. Pour le moment, on ne peut donc pas expliquer le chômage par une hémorragie de notre production industrielle.

Certes, il y a des délocalisations, mais globalement, l'activité industrielle continue d'augmenter sur notre territoire et notre balance commerciale prouve notre compétitivité :

- jusqu'en 2003, notre balance commerciale était excédentaire
- aujourd'hui encore, contrairement à ce que l'on pourrait croire, hors-Europe, notre balance commerciale est équilibrée et même un peu excédentaire.

(12) : Dans Le Monde du 22 mai 2008, Jacques Delors, Helmut Schmidt, Lionel Jospin, Poul Rasmussen et Michel Rocard (entre autres) tirent la sonnette d'alarme et demandent l'organisation d'une telle Conférence internationale. Si aucune autorité internationale ne les écoute, pourquoi les socialistes européens ne prendraient-ils pas l'initiative ?

(13) : Le Monde Economie 14 mai 2008.

Malgré le prix du pétrole,
Malgré le haut niveau de l'euro,
Malgré la concurrence déloyale de la Chine,
la France est l'un des rares pays d'Europe à avoir une balance commerciale excédentaire hors Europe⁽¹³⁾.

**Balance commerciale extra-communautaire
(hors Union Européenne à 27)
Chiffres Eurostat pour février 2008**

Allemagne	+ 6,3 Mds
Irlande	+ 1,0 Mds
France	+ 0,6 Mds
Italie	- 1,3 Mds
Espagne	- 4,6 Mds
Royaume-Uni	- 5,9 Mds

Le Medef et la droite ne cessent de dire et de répéter que la France n'est pas compétitive (et donc que les salariés doivent faire des sacrifices...) mais c'est faux : globalement, LA FRANCE EST COMPETITIVE.

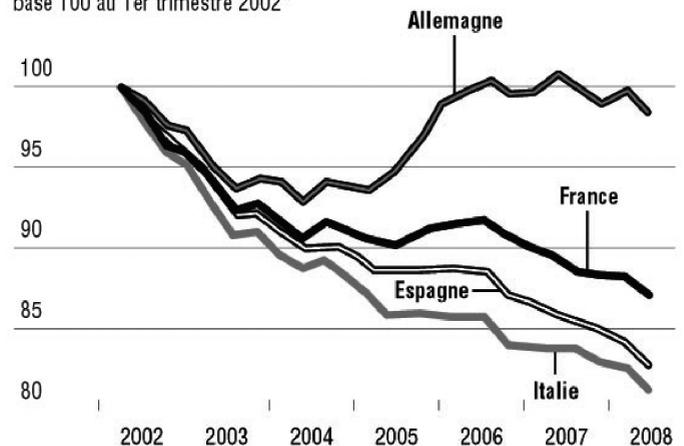
Cela ne signifie pas que nous devons nous endormir sur nos lauriers. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il ne faut pas investir plus et mieux dans la recherche, dans l'université ou dans le développement des PME mais, globalement, face au reste du monde, nous sommes compétitifs. Nous sommes l'un des 7 pays d'Europe (7 sur 27...) qui dégage un excédent commercial avec le reste du monde.

Expliquer la crise sociale par un défaut de compétitivité (ce que fait le Medef) ou par la mondialisation (ce que fait une partie de l'extrême gauche) n'est pas sérieux : pour le moment, la France est compétitive et tire correctement son épingle du jeu dans la mondialisation.

Certes, nous dira-t-on, la France est excédentaire hors-Europe mais elle est déficitaire dans le commerce intra-européen. C'est vrai ! La moitié de notre déficit commercial est due à nos seuls échanges avec l'Allemagne. Depuis 2000 (et surtout depuis 2004), l'Allemagne a très fortement diminué ses coûts salariaux et, début 2007, elle a augmenté la TVA. Ces deux évolutions pèsent évidemment sur la consommation des ménages allemands. Et comme l'Allemagne est notre premier client, nos exportations vers l'Allemagne en souffrent. Qui plus est, les produits allemands étant moins chers, les entreprises allemandes nous prennent des parts de marché en Italie ou en Espagne.

Quand Nicolas Sarkozy et le Medef expliquent que c'est à cause des 35 heures que la France a un déficit commercial, c'est faux. Ils mentent et ils savent qu'ils mentent. Cette courbe, publiée dans Le Figaro Economie du 7 février 2008 montre comment tous les pays d'Europe ont vu leur compétitivité diminuer par rapport au reste du monde à partir de 2000 à cause de la hausse de l'euro.

► **Compétitivité-coût par rapport aux autres pays de l'OCDE, base 100 au 1er trimestre 2002***



* Quand l'indicateur augmente, la compétitivité relative s'améliore.

Jusqu'en 2003, la compétitivité de l'Allemagne diminuait comme celle de la France ou de l'Italie. En 2003, au lieu d'essayer d'agir sur l'euro (c'est "le débat interdit" dirait Jean Paul Fitoussi), l'Allemagne entre dans une stratégie de dumping salarial et fiscal par rapport aux voisins européens.

L'étude publiée dans Le Figaro montre que les 35 heures (mises en œuvre avant 2002) n'expliquent pas le décrochage observé en 2004 entre l'Allemagne d'un côté et tous les autres pays européens de l'autre.

L'étude publiée dans Le Figaro montre aussi que de tous les pays qui n'ont pas choisi la voie du dumping, c'est la France qui a le mieux maintenu sa compétitivité. Ce qui amène à relativiser franchement tous les discours catastrophistes du Medef.

Question 2 :

Pour leur donner un minimum de culture économique, souhaitez-vous que le PS abonne Nicolas Sarkozy et les dirigeants du Medef au Figaro ?

Ça leur éviterait de dire trop de blagues en économie !

Faut-il imiter l'Allemagne dans sa stratégie de dumping social ? C'est ce que suggèrent bon nombre d'économistes (et pas seulement à droite) quand ils disent que "comme l'Allemagne, la France doit améliorer son offre". Faut-il comprimer (encore plus) les salaires ? Vu l'insatisfaction exprimée de plus en plus fortement par des millions d'Allemands, ce n'est pas évident. Et d'un point de vue économique, pourquoi baisser les salaires alors que notre balance est équilibrée vis à vis du reste du monde ? Si tous les pays de la zone euro baissent leurs salaires, qui achètera nos produits ?

En mars, en France, la consommation des ménages a baissé de 1 %. En avril, elle a chuté à nouveau assez fortement (- 0,8%). Faut-il suivre le Medef quand il prétend que l'on surestime les problèmes de pouvoir d'achat et qu'on doit se focaliser sur notre compétitivité ?

Si l'on veut éviter que les pays d'Europe soient tentés les uns après les autres d'imiter et d'amplifier le dumping salarial, il faut négocier au niveau européen un Traité social, avec des critères de convergence sociaux, qui oblige les 27 états membres à converger "vers en haut" en matière sociale comme ils ont su converger en matière économique grâce aux critères de Maastricht.

Jacques Delors demande un protocole social

Comment ne pas partager les réserves exprimées par Jacques Delors le 20 juin 2007 quand il quittait l'Élysée après avoir parlé avec Nicolas Sarkozy du mini-traité en préparation ? "Tout d'abord, il faut un protocole social, afin de bien montrer qu'on concilie l'efficacité économique et la justice sociale, affirmait Jacques Delors. Deuxièmement, il faut un rééquilibrage entre l'économie et la monnaie. Ce sont deux points essentiels." Hélas, ces deux points sont totalement absents du mini-traité.

"Je conjure nos partenaires européens d'entendre la voix des peuples qui veulent être protégés, affirmait Nicolas Sarkozy, avec des trémolos dans la voix, pendant la campagne présidentielle. Je les conjure de ne pas rester sourds à la colère des peuples." Il voulait un changement radical des politiques européennes et personne ne le détournerait de cet objectif ! Comment a-t-il pu oublier aussi vite des discours qu'il lisait avec autant de passion ?

Le 24 mars 2007, quand tous les Chefs d'état se retrouvaient à Berlin pour fêter les 50 ans du traité de Rome, Angela Merkel expliquait qu'il fallait "négocier un protocole social" et, le même jour, Romano Prodi affirmait dans Le Monde qu'il fallait "ajouter un chapitre social au traité en négociation". En mars 2004, quand il était Président de la Commission européenne, Romano Prodi avait publiquement soutenu le projet de Traité de l'Europe sociale rédigé par quelques socialistes français, avec le soutien de 400 personnalités issues de 9 pays de l'Union⁽¹⁴⁾.

On ne peut donc pas dire que nos partenaires étaient hostiles à une réflexion sur le fond des politiques européennes. Quant à la négociation, il était prévu qu'elle dure jusqu'à la mi-2009. Alors pourquoi Nicolas Sarkozy a-t-il voulu boucler aussi vite la négociation, en négligeant totalement les questions économiques, sociales et monétaires ? De guerre lasse, les autres dirigeants européens ont laissé faire, comme ils avaient laissé faire au Sommet de Nice...

Question 2

Etes-vous favorable à la négociation d'un véritable Traité de l'Europe sociale comprenant des critères de convergence sociaux aussi précis et contraignants que l'étaient les critères financiers du Traité de Maastricht ?

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir pour réfléchir au meilleur moyen de négocier très vite un vrai Traité social ?

Question 3 : Créer un impôt européen sur les bénéfices ?

Depuis l'adhésion de l'Irlande et de la Grande-Bretagne en 1973, tous les états européens sont poussés au moins-disant fiscal par les états qui baissent leur impôt sur les bénéfices pour attirer les entreprises. L'Irlande a baissé son taux à 12 %... et tous les états membres ont du baisser leur impôt sur les bénéfices. En 2005, l'Estonie a mis carré-

ment un taux 0 sur les bénéfices réinvestis, obligeant les voisins à diminuer leur impôt. Et comme les voisins baissent leur impôt sur les bénéfices, l'Allemagne le fait aussi. Et l'Espagne suit le mouvement...

Au niveau européen, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices a baissé d'un tiers en vingt ans. Ce moins-disant fiscal est évidemment l'une des premières causes de l'endettement public.

Jamais il n'y a eu autant de bénéfices (plus de 550 Milliards d'euros l'an dernier pour les seules entreprises du DJ Stox 600) mais jamais on n'a autant baissé l'impôt sur les bénéfices ! La dernière fois que l'on a connu une telle course au moins disant fiscal, c'était aux Etats Unis dans les années 1920. Ce fut l'une des causes de la crise de 1929 : le Texas baissait ses impôts pour attirer les entreprises. Puis c'est la Floride qui baissait l'impôt sur les bénéfices. Puis l'Ohio baissait ses taxes... Les entreprises (et leurs actionnaires) profitaient sans complexe de ce dumping fiscal. Jusqu'à ce qu'éclate la crise de 1929. Les états se rendirent compte alors que leurs caisses étaient vides et qu'ils n'avaient pas les moyens d'aider les chômeurs ni de relancer l'activité en augmentant les dépenses publiques !

Suite à la crise de 1929, les Américains ont compris que le dumping fiscal entre états voisins était suicidaire et ont profondément modifié leur fiscalité. Aux Etats-Unis, aujourd'hui, les impôts fédéraux (prélevés par Washington) représentent plus de 60 % des impôts alors que les impôts prélevés par les états (Texas, Floride, Ohio...) et les communes représentent moins de 40 %. Cette répartition des prélèvements limite fortement le risque de concurrence fiscale entre Etats. En Europe au contraire, il n'y a pas d'impôt européen. Ce qui favorise grandement le dumping entre états. Une étude du cabinet KPMG publiée dans Le Monde du 12 avril 2006 montre que le taux moyen d'impôt sur les bénéfices des entreprises n'est plus que de 25 % en moyenne en Europe contre 40 % aux Etats-Unis.

Taux moyen d'impôt sur les bénéfices des entreprises

U.S.A.	40 %
Europe	25 %

C'est le monde à l'envers

On croyait que les Etats-Unis étaient les plus libéraux mais ils taxent nettement plus que nous les bénéfices des entreprises ! 40 % contre 25 % seulement en Europe. 15 points de différence ! Ce n'est pas négligeable.

Tout seul, aucun pays d'Europe ne peut augmenter de 15 points son taux d'impôts sur les bénéfices des entreprises. Mais rien ne nous empêche de le faire au niveau européen. La création d'un impôt européen sur les bénéfices devient une priorité⁽¹⁵⁾.

18 milliards de marges de manœuvre

Cette année, la France va payer 18 milliards d'euros au budget européen. Si le budget européen était financé par un impôt européen, ces 18 milliards pourraient rester dans le budget français pour maîtriser la dette mais aussi financer l'hôpital, le logement, la justice, la recherche, l'éducation, la Poste et la décentralisation...

(14) : Voir Stéphane Hessel, Pierre Larrourou et Michel Rocard "5 critères pour l'Europe sociale" dans Le Monde du 9 juin 2004. Le texte du projet de Traité social est disponible sur nouvellegauche.fr.

Quel impôt européen ?

On peut envisager de créer très vite un impôt sur les bénéfices des entreprises puisque c'est l'impôt sur les entreprises qui a fortement diminué depuis 20 ans, au profit des actionnaires bien plus que de l'investissement. Une éco-taxe permettrait également de renforcer les ressources propres de l'Europe, tout en incitant les entreprises à lutter vraiment contre l'effet de serre. Mais pourquoi ne pas ouvrir aussi le débat sur la création d'une Taxe Tobin améliorée ? Ce mécanisme est sans danger s'il est mis en place au niveau d'une grande zone monétaire comme la zone euro. Même Edouard Balladur y est favorable. Il l'a rappelé récemment sur France Inter.

L'Europe est à la croisée des chemins

Au moment où les peuples s'interrogent sur le contenu réel du projet européen, la question fiscale est fondamentale. L'Europe est-elle fidèle aux promesses de son baptême (un espace de coopération et de régulation) ou est-elle devenue une zone de libre échange où la concurrence de tous contre tous fait chaque jour plus de dégâts ?

Créer un impôt européen sur les bénéfices serait une façon très concrète de répondre à cette question et si nous pouvions nous donner 18 milliards de marge de manœuvre pour le budget français, sans doute nos projets en matière d'éducation, de santé, de recherche, de réforme fiscale ou de péréquation entre territoires seraient-ils nettement plus crédible ! Si même Balladur et Schüssel sont d'accord pour créer un impôt européen sur les bénéfices ou sur la spéculation, qu'attendons-nous pour lancer une négociation ?

Question 3

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir très vite pour réfléchir au meilleur moyen de donner à l'Europe des ressources propres en créant un impôt européen sur les bénéfices, une éco-taxe et/ou une Taxe Tobin ?

Question 4 : Négocier avec la Chine des montants compensatoires ?

Par manque de place, nous avons dû couper la partie consacrée aux meilleurs moyens de réguler nos échanges avec la Chine. Tu peux retrouver nos propositions sur nouvellegauche.fr

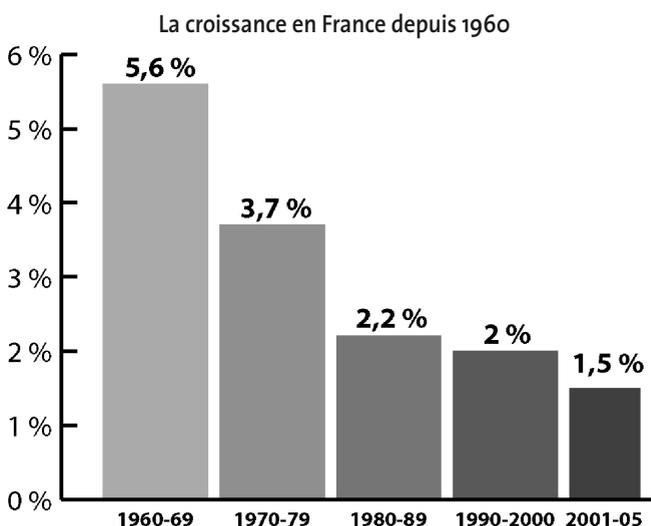
Question 5 : faut-il encore et toujours miser sur la croissance ?

Après avoir rapidement évoqué les chantiers internationaux prioritaires si l'on veut éviter un effondrement du système économique mondial, il est temps de regarder ce que nous pouvons faire en France pour sortir de la crise sociale.

Pour sortir de la crise, Nicolas Sarkozy mise tout sur la croissance. Il nous avait promis un "choc de confiance", un "choc de croissance". Hélas, un an après son arrivée, plus personne n'y croit. Il est rattrapé par les déséquilibres du modèle américain (qu'il voulait copier), et la croissance est mise à mal par ses propres choix : donner presque 15 milliards aux Français les plus riches puis, toutes les semaines, annoncer

aux classes moyennes qu'elles doivent se serrer la ceinture (baisse des retraites, baisse des remboursements de la Sécu, baisse des allocations familiales...). On voit mal comment cette politique pourrait durablement relancer la croissance. Nicolas Sarkozy et Christine Lagarde étaient encore en train de s'autocongratuler pour les bons chiffres du 1er trimestre 2008, que déjà la Banque de France annonçait que le 2ème trimestre serait nettement moins dynamique...

Mais, au-delà du "cas Sarkozy" et des erreurs (assez incroyables) accumulées depuis un an, est-il bien sérieux de miser encore et toujours sur le retour de la croissance ? Depuis 30 ans, les uns après les autres, tous les présidents et tous les Premiers ministres nous expliquent que la croissance va revenir et va régler le problème du chômage : « Les indicateurs passent au vert. » « La croissance revient. La crise est derrière nous. »... Est-ce bien crédible ?



En observant l'évolution de la croissance sur les 45 dernières années, il est difficile de croire que « la croissance va revenir » et régler, seule, tous nos problèmes... Comment s'étonner de la mollesse de la consommation quand on compte 4 millions de chômeurs, des millions de précaires et des millions de salariés inquiets pour leur avenir ? Par peur du chômage, par peur de la baisse des retraites, nombreux sont ceux qui épargnent et limitent leur consommation.

Non ! Monsieur Sarkozy. La croissance ne va pas revenir. Nous avons au dessus de nos têtes l'épée de Damoclès de la dette américaine. Nous avons devant nous l'augmentation du prix du pétrole. Nous avons une planète à préserver pour nos enfants. Et, de toute façon, même les pays qui (en s'endettant) ont affiché une croissance un peu plus forte que nous, souffrent d'un chômage et d'une précarité massive. Est-il raisonnable de continuer sur les mêmes rails en comptant encore et toujours sur le retour de la croissance pour sortir de la crise ? Ne faut-il pas au contraire prendre acte des limites de la croissance et inventer très vite un nouveau contrat social ?

Question 5 :

Dans tous les projets rédigés par le PS depuis 20 ans, on compte essentiellement sur le retour de la croissance pour sortir de la crise sociale. En observant l'évolution de la croissance depuis 40 ans et en mesurant tous les nuages qui s'accumulent au dessus de l'économie mondiale, pensez-vous qu'il est encore possible de miser sur la croissance comme on l'a fait jusqu'ici ?

(15) : Cf "Pour un impôt européen" par Alain Trautmann, Patrick Pelloux, Claudy Lebreton, Alain Rousset et Pierre Larrourou dans Le Monde du 23 mars 2005.

Parmi tous les pays qui ont un taux de croissance plus élevé que le nôtre (Etats-Unis, Grande Bretagne, Espagne...), lequel vous semble avoir une croissance soutenable (écologiquement et économique) ? Vu le niveau de précarité et d'inégalité de revenu qu'ils connaissent, peut-on dire que, dans ces pays, la croissance a effectivement permis de sortir de la crise sociale ?

Vu la gravité de la crise sociale, vu la gravité de la crise écologique, vu la pénurie de pétrole qu'on annonce, le PS doit-il encore et toujours miser sur le retour de la croissance ou doit-il, très vite, inventer un nouveau contrat social ?

Question 6 : indexer les salaires ?

Par manque de place, nous avons dû couper nos propositions sur l'indexation des salaires (un mécanisme qui existe en Belgique et au Luxembourg). Tu peux les retrouver sur www.nouvellegauche.fr.

Question 7 : investir massivement dans le logement ?

Par manque de place, nous avons dû couper nos propositions sur le logement. Tu peux les retrouver sur www.nouvellegauche.fr.

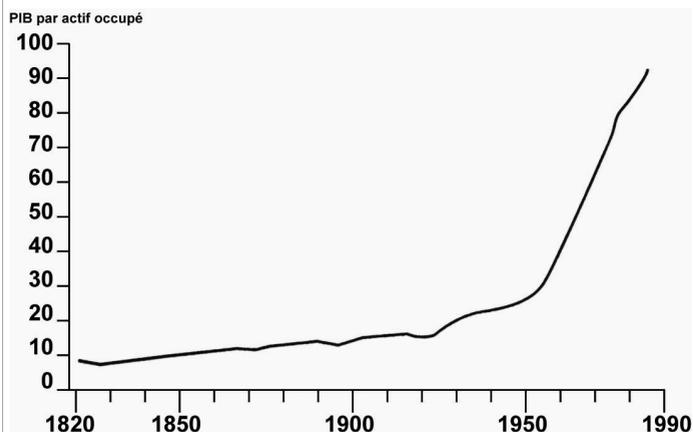
Question 8 : la productivité pour quoi faire ?

Lutter radicalement contre le chômage

Si (pour le moment) la mondialisation n'est pas responsable du chômage et de la baisse de la part des salaires qu'il entraîne, d'où vient le chômage ? Comment expliquer que, malgré sa compétitivité, la France ait 4 millions de chômeurs ? Comment expliquer que l'Allemagne, qui accumule les excédents commerciaux, souffre de 4 millions de chômeurs et de plus de 6 millions de salariés pauvres ?

On a dit plus haut que la production industrielle réalisée sur le territoire national n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années. Pourtant, selon l'INSEE, en six ans, l'industrie française a perdu 476 000 emplois (Le Monde 23 février 2008). Si la production industrielle continue d'augmenter sur le territoire national, comment expliquer que l'industrie ait perdu 476 000 emplois en quelques années ? C'est quand même colossal ! ON VEUT UNE EXPLICATION !

La productivité en France depuis 1820



L'explication est très simple : Nous sommes en train de vivre une révolution telle que l'humanité n'en a jamais connue. Alors qu'il avait fallu 140 ans pour que la productivité soit multipliée par deux entre 1820 et 1960, elle a depuis lors été multipliée par CINQ. La révolution industrielle du XIXe ou l'invention du travail à la chaîne (Ford, Taylor, entre 1900 et 1920) sont des gains de productivité presque ridicules au regard de ceux qui ont été réalisés depuis trente ans.

Une vraie révolution

C'est une vraie révolution : en 30 ans, le niveau d'intelligence collective a considérablement augmenté dans notre pays. Le nombre d'étudiants est passé de 800 000 en 1970 à quelque 2 300 000 cette année ! Des milliards sont investis chaque année dans la formation continue (d'autant plus efficacement que l'on a investi dans la formation initiale). Grâce à la multiplication des robots et des ordinateurs, la productivité du travail humain a progressé de façon inouïe. Et, depuis 25 ans, la France est LE pays du monde qui a le plus augmenté sa productivité :

Évolution de la productivité horaire entre 1980 et 2006

	Gain moyen de productivité horaire
Allemagne	+ 1,4 %
États-Unis	+ 1,7 %
France	+ 2,2%

Source BIT 2007

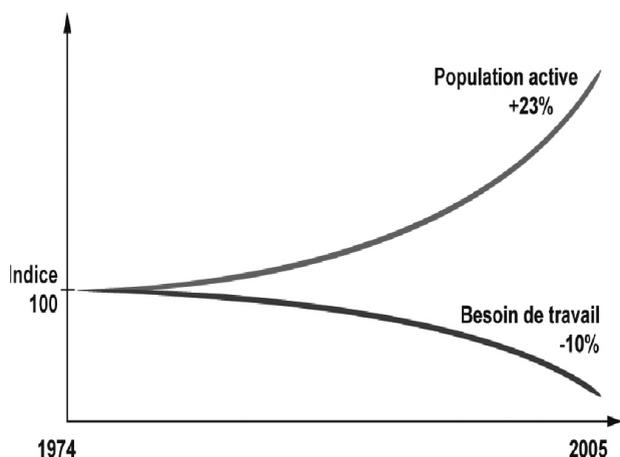
C'est un point fondamental. Absolument fondamental pour comprendre l'« exception française » : nous avons une productivité très forte. Les Anglais ou les Japonais (qui ne sont pourtant pas des imbéciles) ont une productivité nettement plus faible que la nôtre. Selon Eurostat, si la productivité horaire est en moyenne de 100 pour l'Europe des 15, elle est de 118 en France et de 95 seulement en Grande-Bretagne. L'écart de productivité entre la France et la Grande-Bretagne est supérieur à 20 %.

Voilà qui amène à relativiser les critiques sur la médiocrité des Français, en général, et de leur système éducatif, en particulier. Sans doute, notre système éducatif peut-il être amélioré (nul ne le conteste !) mais, si nous sommes, parmi les pays occidentaux, celui dont la productivité a le plus augmenté depuis 25 ans, c'est peut-être que tout n'est pas à jeter dans notre école, nos centres de formation professionnelle et notre université... Peut-être ne sommes-nous pas aussi fainéants ni aussi incompetents que certains, à droite, aiment le dire !

Plutôt que la mondialisation, voilà la principale explication des bouleversements sociaux de ces 30 dernières années : les gains de productivité. Ces gains sont considérables : en trente ans, l'économie française produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins. Depuis 1974, le total des heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards (Insee).

Mais, dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible passait de 22,3 à 27,2 mil-

lions de personnes. Le travail nécessaire à l'économie a baissé de 10 %, mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 %. Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail.



En soi, ces trois évolutions sont trois bonnes nouvelles :

- jamais nous n'avons connu une telle abondance !
- jamais nous n'avons été aussi efficaces !
- jamais nous n'avons été aussi nombreux capables de travailler !

Mais, comme notre contrat social est bloqué, comme la durée du travail a très peu baissé depuis trente ans (et que la crise provoque des réflexes de crispation plus que de changement), cette accumulation de bonnes nouvelles aboutit à un scandale, à un non-sens absolu : au lieu de profiter à tous, ce surcroît d'intelligence collective, fruit de l'effort de tous, débouche sur un chômage massif pour certains et sur une stagnation des salaires assortie d'un stress croissant pour d'autres.

Il faut sortir de ce non-sens

Il faut mettre fin au scandale. Le dossier du temps de travail doit être réouvert et débattu sans tabou. Car ces gains de productivité mal gérés sont la principale explication du chômage.

On l'a dit plus haut : en 30 ans, le travail nécessaire à l'économie a baissé de 10 %, mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 %. Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail. Si, dans le même temps, la durée individuelle du travail avait baissé de 33 %, le chômage serait resté à son faible niveau de 1974. Mais la durée du travail pour un emploi normal a très peu baissé : si l'on tient compte des heures supplémentaires, la durée réelle du travail a baissé de moins de 5 % entre 1997 et 2002 (Insee, juillet 2005) et, depuis, à force d'« assouplissements », elle est remontée jusqu'à atteindre à nouveau 39,1 heures.

39,2 heures : la durée réelle d'un temps plein en France

Tout le monde dit que la France est à 35 heures, mais, en réalité, selon l'INSEE, avec les heures supplémentaires, la durée réelle pour un emploi à temps plein est revenue à 39,2 heures, en moyenne !

C'est donc un « partage du travail » assez sauvage qui s'est mis en place :

- 19 millions d'actifs travaillent plein pot (parfois trop);
- 4 millions de personnes font 0 heure par semaine (les chômeurs);
- 4 millions sont à temps partiel (via les CDD ou l'intérim).

33,7 heures, durée moyenne du travail aux États Unis

On l'a vu plus haut : une des inégalités les plus choquantes du système libéral est l'inégalité dans l'accès au travail. Sans compter les chômeurs, la durée moyenne du travail aux États-Unis est de 33,7 heures et de 31,9 heures en Grande-Bretagne.

Malgré une croissance "forte" (due à l'immigration et à l'endettement), dans ces deux pays, la durée moyenne pour ceux qui ont un travail est inférieure à 34 heures. Mais, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, il n'y a pas eu de négociation sur la RTT. C'est le marché qui répartit le travail : de bons jobs pour certains (40 ou 42 heures par semaine) et pour d'autres des miettes (8 ou 10 heures par semaine)... Comment peut-on faire vivre sa famille avec 10 heures de travail par semaine ? Est-ce ainsi que nous voulons vivre ?

Voilà, en matière de temps de travail, ce que donne la "liberté individuelle" mise en avant par Nicolas Sarkozy durant toute sa campagne. Cette "liberté" n'empêche pas les gains de productivité. Cette "liberté" n'empêche pas la baisse de la durée moyenne. Cette "liberté" accélère seulement les inégalités au profit des seuls 5 % du haut de la pyramide.

"Les Français travaillent moins que leurs voisins" affirment François Fillon et Nicolas Sarkozy. C'est FAUX. La durée moyenne du travail (tous emplois confondus⁽¹⁶⁾) est de 29,9 heures aux Pays-Bas et 31,9 heures en Grande-Bretagne, contre 36,1 heures en France. Tous les pays qui affichent des chiffres du chômage meilleurs que les nôtres ont une durée moyenne réelle plus faible que la nôtre !

Vu les gains de productivité absolument colossaux réalisés depuis 30 ans, le choix à faire par les politiques n'est pas "Pour ou contre la RTT ?" mais plutôt "quelle RTT ?" RTT organisée par le marché (précarité, stress et concurrence permanente) ou RTT organisée par le débat, le référendum et la négociation ?

« Entre le riche et le pauvre, entre le puissant et le faible, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère. »

Henri Lacordaire,
Conférence de carême de 1848

Henri Lacordaire n'était pas un gauchiste. C'est le dominicain qui prêchait le carême à Notre-Dame de Paris ! En 1848, il avait déjà compris que, entre le riche et le pauvre, entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère. Nicolas Sarkozy se moque souvent du retard de la gauche (« 20 ans de retard ! »), mais sa pensée sociale date d'avant 1848 !

Quand il s'agit de remettre en cause les régimes spéciaux de retraite, Nicolas Sarkozy est très attaché à ce que les règles soient les mêmes pour tous (« c'est un principe de bon-sens. Tout le monde peut le comprendre. ») mais, quand il faut faire reculer le chômage et renforcer les salaires face aux actionnaires, plus question de règles communes ! Chacun négocie "librement" avec son employeur et malheur aux vaincus !

Jamais une société n'a pu vivre sans un contrat social. Et ce besoin de régulation est d'autant plus fort que nous vivons une mutation

(16) : Temps plein + temps partiel.

technologique très forte. Voilà pourquoi il faut relancer le débat sur le temps de travail. Ce qui suppose évidemment de faire le bilan des 35 heures.

35 heures, quel bilan ?

« Mon entreprise est passée à 35 heures mais, en réalité, nous continuons à faire 38 heures 50 » expliquait sans complexe le président de la CGPME (patronat des PME) dans Le Figaro du 6 novembre 2000. Son entreprise est officiellement passée à 35 heures, mais elle a gardé une durée réelle de 38 heures 50...

Cette déclaration montre à quel point Nicolas Sarkozy ment quand il parle du « carcan » des 35 heures : on pouvait rester à 38 heures 50 tout en signant un accord « 35 heures ». Mais cette déclaration illustre aussi la difficulté qu'il y a à faire le bilan des 35 heures. Autant les accords signés avec la loi de Robien ou avec la première loi Aubry étaient gagnant-gagnant (vraie RTT avec vraies créations d'emplois), autant les accords signés avec la deuxième loi Aubry étaient souvent plus ambiguës. Hélas, ils ont concerné 80 % des salariés !

Avec la Loi de Robien comme avec la première loi sur les 35 heures, l'entreprise n'avait pas d'exonération si elle ne créait pas un minimum d'emplois. Ce qui semblait assez logique : s'il n'y a pas d'embauche, il n'y a aucune dépense supplémentaire. Pourquoi donner une exonération ? Hélas, avec la deuxième loi sur les 35 heures, on a donné 70 milliards de francs d'exonération mais on ne demandait aux entreprises aucune contrepartie en emplois !

Créations d'emplois exigées pour bénéficier des exonérations

Loi de Robien	10 % d'emplois en CDI
Première loi sur les 35 heures	6 % d'emplois en CDI
Deuxième loi sur les 35 heures	0 %

De plus, la 2ème loi et les décrets qui l'accompagnent accordaient aux entreprises un très fort volume d'heures supplémentaires et repoussaient à 2008 la mise en place des 35 heures dans les entreprises de moins de 20 salariés.

Qui plus est, les rédacteurs de la 2ème loi avaient enlevé une phrase essentielle qui figurait dans la première loi. Dans la 1ère loi, il était interdit de changer la définition du temps de travail. Avec la 2ème loi, on pouvait changer la définition du temps de travail et considérer que des temps de pause, d'habillage ou de douche, étaient une RTT. Dans l'industrie, on a vu des entreprises qui sans rien changer à l'organisation réelle du travail, arrivaient déjà à un décompte de 37 heures simplement en requalifiant les temps de pause prévus par leurs conventions depuis des décennies...

Quand le contenu de la 2ème loi a été rendu public en juin 1999, nous avons été nombreux à tirer la sonnette d'alarme. L'OFCE, l'institut d'économie de Sciences-Po a publié une étude assez critique (« Une réduction réduite ») et, à l'université d'été du PS, fin août, l'atelier consacré aux 35 heures a été assez houleux. Beaucoup de militants ne comprenaient pas qu'on donne autant d'heures sup., autant de flexibilité, autant d'exonérations.

« On sera toujours très à gauche pour le Medef »

A la Rochelle, face à l'inquiétude des militants, le rapporteur du texte, Gaëtan Gorce dut défendre le projet de loi, évoquant des améliorations et "des garanties à compléter" au cours de la discussion parlementaire.

« On sera toujours très à gauche pour le Medef, a-t-il plaidé, s'attendant immédiatement une réponse acide de la salle : Si c'est ça notre référence ! »

Le Monde
31 août 1999

Quelques semaines après ces universités d'été, constatant que les militants et les élus de terrain ne sont pas écoutés, un groupe de militants lance une pétition sur un point qui lui paraît vraiment essentiel : « on va donner chaque année plus de 70 milliards d'exonérations sans aucune contrepartie en emploi. C'est absolument stupide. S'il n'y a pas de création d'emplois, il n'y a pas de surcoût. Alors pourquoi donner des exonérations ? En plus, l'entreprise s'enrichit des emplois va être désavantagée par rapport à celle qui aura les exonérations sans en créer. Mettre des milliards d'exonérations sans contrepartie, c'est ahurissant ! »

Très vite, la pétition⁽¹⁷⁾ recueille des dizaines de signatures : Marie-Claire Mendès France (la veuve de Pierre Mendès France) et Stéphane Hessel, Ambassadeur de France. Le président de la Commission sociale des Evêques de France a signé, comme l'Union des Familles Laïques. Christophe Aguiton de la LCR a signé avec le Président des Cadres CGC. Le SNJ, la FSU, un grand nombre de fédérations de FO, de la CFDT et de la CFTC sont parmi les premiers signataires... Tous ceux qui ont réfléchi à la question du temps de travail pensent qu'il serait dramatique qu'il n'y ait aucune incitation à la création d'emplois dans la loi qui va concerner la majorité des salariés.

Marie-Claire Mendès France est la première signataire. A 78 ans, elle va porter elle-même la pétition et un dossier alternatif à Matignon : « Je connais bien Olivier Schramek, le directeur de cabinet de Jospin. Il va me recevoir » explique-t-elle aux autres signataires. Mais très vite, Olivier Schramek lui fait comprendre que ni la loi ni les décrets ne seront modifiés. Il n'y aura aucune incitation à la création d'emplois !

- Aucune obligation d'aller réellement à 35 heures,
- Aucune obligation d'embauche,
- Possibilité d'accroître la flexibilité et de modifier la définition du temps de travail,

(17) : La pétition est publiée dans Libération le 9 décembre 1999.

• Les PME de moins de 20 salariés laissées hors du champ de la réforme...

Faut-il s'étonner que certains fassent aujourd'hui un bilan mitigé de la 2ème loi sur les 35 heures ?

« 40 % des salariés n'ont jamais eu accès aux 35 heures. »

Marcel Grignard
Secrétaire national de la CFDT
Le Monde 21 mai 2008

Entendons-nous ! Les 35 heures ne sont pas l'abomination des abominations que décrit le Medef. C'est vrai qu'elles ont coûté cher à l'Etat, mais c'est parce qu'on a donné des milliards d'exonérations sans contrepartie de créations d'emplois, ce que le Medef ne dit pas. C'est vrai que, à l'hôpital, elles ont compliqué l'organisation des services car on n'avait pas ouvert assez tôt les écoles d'infirmières (ce qui reste assez incompréhensible). Mais, selon l'Insee, les 35 heures ont créé quand même presque 350.000 emplois. Quelle est la politique de droite qui en a fait autant ?

Et maintenant ?

Depuis 2007, la droite a recommencé à attaquer les 35 heures. De toutes les réformes faites par la gauche, c'est la seule sur laquelle la droite et le Medef s'acharnent avec autant de constance. Et le PS n'est plus très clair dans ses réponses.

Si la droite fait de cette question une question stratégique, n'est-il pas étonnant que la gauche soit si floue ? Les 35 heures étaient déjà dans le programme du PS en 1981. Si notre but est de construire le contrat social de 2012-2017, pouvons-nous nous contenter du programme de 1981 ? En 30 ans, le monde a changé. Il reste presque 4 millions de chômeurs. Il faut aller plus loin, avec une autre méthode. Il faut ouvrir, à nouveau, le débat sur la semaine de 4 jours à la carte.

Les 4 jours, ça marche déjà dans 400 entreprises !

La semaine de 4 jours est déjà une réalité dans plus de 400 entreprises : Fleury-Michon, Mamie-Nova (Coop Even) ou Monique Ranou, mais aussi des centaines de PME inconnues : une auto-école à Rouen, un fabricant de logiciels à Chambéry, un charpentier près de Bordeaux, une coopérative d'insémination porcine à Pau, un imprimeur dans le Nord, une concession Peugeot dans le Var, un libraire, un chauffagiste et une agence de pub à Paris...

Créer 1 600 000 emplois

À partir de l'effet sur l'emploi observé chez ces 400 pionniers (de taille et de métier très différents), une étude du ministère du Travail estimait en 1997 qu'un mouvement général vers les 4 jours créerait 1 600 000 emplois en CDI (sans parler des métiers émergents autour du temps libre et de l'impact sur la croissance qu'aurait le surcroît de consommation de 1 600 000 familles.)

Quel financement ?

Pour augmenter l'effet sur l'emploi et pour limiter la pression mise sur les salariés, il faut absolument que les exonérations (exonérations des cotisations Unedic pour l'essentiel) soient conditionnées à des créations d'emplois :

« Pas d'exonération sans une baisse effective de la durée du travail. Pas d'exonération s'il n'y a pas 10 % au moins d'embauche en CDI. Tels sont deux des Facteurs Clefs de Succès que devront avoir en tête les négociateurs. »

Michel Rocard et Pierre Larroutourou
Le Nouvel Observateur 21 octobre 2004

Le chantier est énorme et beaucoup se sentent désarmés devant une telle remise en question, mais qui peut croire que l'on sortira de la crise en accumulant les rustines ? Qui ne sent le besoin d'inventer du neuf ?

« Il faut passer à 32 heures, sans étape intermédiaire. Cela obligera toutes les entreprises à créer des emplois » affirmait Antoine Riboud en 1993. Il n'a guère été entendu. En période de crise, il est plus facile de jouer sur les peurs et de parler au cerveau reptilien que de parler à l'intelligence et au cerveau citoyen.

En 1917, quand Henry Ford affirmait qu'il fallait des règles collectives pour augmenter les salaires (afin d'augmenter la consommation), quand Kellogg passait ses usines à 30 heures (et augmentait les salaires de 12%) pour « donner du travail à 300 chefs de famille », ils ont été moqués par les autres patrons américains. En période de crise, le bon sens ne veut-il pas que l'on travaille plus en gagnant un peu moins ? Ce bon sens reptilien a conduit à la crise de 1929.

Ce même bon sens inspire aujourd'hui les leaders de la droite quand ils incitent chacun à travailler plus. En réalité, le seul moyen de rééquilibrer le marché du travail pour augmenter vraiment les salaires, le meilleur moyen de relancer la croissance, le meilleur moyen aussi de sauver les retraites, c'est de s'attaquer frontalement au chômage. Ce qui passe (entre autres actions) par une forte baisse du temps de travail.

Beaucoup, à gauche, ont peur d'être ridicules en parlant à nouveau du temps de travail : on en a déjà tellement parlé. Et puis, faut-il vraiment faire le bilan des 35 heures ? Les 35 heures devaient être une étape vers les 4 jours - 32 heures, mais qui s'en souvient ? On a peur d'être ridicule. On a peur de faire « réchauffé ».

Mais la peur n'est pas forcément bonne conseillère. Serons-nous capables de nous ressaisir et d'ouvrir un vrai débat sur cette question cruciale avant que la précarité généralisée ne débouche sur une crise majeure ?

Michel Rocard et Pierre Larroutourou,
Le Nouvel Observateur 21 octobre 2004

Peur d'être ridicule, peur de faire autrement que les autres...

**Ne laissons pas la peur nous dicter notre conduite.
Ne laissons pas la droite seule à la manœuvre.**

Il est absolument vital pour notre cohésion sociale d'arriver à parler de cette question. Sans doute nous faudra-t-il l'aborder avec une méthode différente de celle qui a été employée entre 1997 et 2000, de façon plus démocratique, de façon plus franche, de façon plus globale aussi – en faisant le lien avec la question des retraites et en construisant un vrai projet de société autour du temps libéré.

Une question absolument stratégique

Ce n'est pas par hasard que Nicolas Sarkozy et ses amis concentrent leurs critiques les plus vives sur la question du temps de travail. Aucun autre outil, utilisé par la gauche, n'est critiqué avec autant de vigueur ! Pourquoi cette violence dans les critiques contre la RTT ? C'est sans doute parce que, si elle était bien négociée, une forte RTT serait un moyen très puissant de rééquilibrer le marché du travail et donc de renforcer le camp des salariés dans la négociation sur les salaires.

Avec quelle autre réforme peut-on créer, en quelques années, 1,5 million d'emplois en CDI ? Bien sûr, la semaine de 4 jours, ce n'est pas la panacée. Bien sûr, ce n'est pas le seul levier sur lequel il faut agir, mais, si l'on intègre la semaine de 4 jours dans une politique globale de lutte contre le chômage, si l'on crée 1,5 à 2 millions d'emplois en CDI, qui peut croire que la négociation sur les salaires ne se fera pas dans un autre climat ?

Un nouveau partage de la valeur ajoutée, nettement plus favorable aux salariés,

Si l'on passe à 4 jours, si l'on crée 1,5 millions d'emplois, un nouveau partage de la valeur ajoutée, nettement plus favorable aux salariés, va assez vite se mettre en place. Voilà pourquoi Nicolas Sarkozy et l'aile libérale du Medef sont si hostiles à la semaine de 4 jours. Voilà pourquoi la gauche doit renouveler sa vision du temps de travail, et surtout ne pas abandonner ce combat.

L'histoire sera sans doute sévère avec les politiques qui refusent de se pencher sérieusement sur cette question. En un siècle, on est passé de 7 jours de travail à 6, puis de 6 jours à 5, alors que la productivité augmentait assez peu. Et maintenant, alors que, depuis 30 ans, la productivité a fait des bonds de géants, comment justifier le refus de passer à 4 jours ?

Les 35 heures étaient dans le programme commun en 1979. 30 ans plus tard, pouvons-nous en rester au même slogan ?

Civilisation ou barbarie ?

Dans sa conférence de presse de rentrée, en janvier 2008, Nicolas Sarkozy a surpris son monde en annonçant une "politique de civilisation". Quatre mois plus tard, cette politique de civilisation est déjà oubliée ! C'est bien dommage. Car, vu la gravité de la situation, parler d'enjeux de civilisation n'avait rien de grotesque.

Si, un jour, Nicolas Sarkozy prend le temps de lire le petit livre d'Edgar Morin qui a inspiré son discours⁽¹⁸⁾, il constatera que, chez Edgar Morin, la politique de civilisation n'est pas du tout une idée creuse. Edgar Morin avance un certain nombre de propositions très concrètes en matière d'éducation, de politique européenne, de régulation monétaire, et il prend très clairement position en faveur d'une baisse de la durée légale du travail à 30 heures par semaine.

Eh oui, Nicolas, la Politique de civilisation, ça ne passe pas par les petits boulots à 12 heures par semaine. Ça passe par une forte baisse de la durée légale du travail ! Car la semaine de 4 jours n'est pas seulement une arme anti-chômage. Passer à 4 jours, c'est l'occasion pour chacun d'avoir du temps pour soi, pour sa vie de couple, du temps pour s'occuper de ses enfants (si l'on en a) ou de ses parents, du temps pour reprendre une formation, du temps pour s'engager sérieusement dans une activité associative, du temps pour se mettre

à la musique ou pour lire tous les livres qu'on a accumulés sans jamais dépasser le chapitre 2...

Enrichir le travail

Cela fait 10 ans que les salariés de Mamie Nova (Coop Even) sont passés à 4 jours. L'accord a permis de créer 120 emplois sans baisser les salaires et sans augmenter d'un centime le prix du yaourt. De l'avis de tous, le passage à 4 jours a permis un enrichissement du travail : le directeur d'usine est passé à 4 jours et a donné une partie de son travail à son numéro 2, qui est lui-même passé à 4 jours et a confié une partie de ses tâches à un autre cadre, que l'on a embauché au moment du passage à 4 jours... Et ainsi de suite, jusqu'aux ouvriers de premier niveau dont le travail a lui aussi été enrichi : un jour par semaine, leur chef d'équipe n'est pas là. Ils doivent prendre certaines décisions sans lui. Ils doivent être capables de gérer sans lui certaines demandes urgentes. Globalement, le passage à 4 jours a amené à repenser le travail de chacun et a enrichi la plupart des postes.

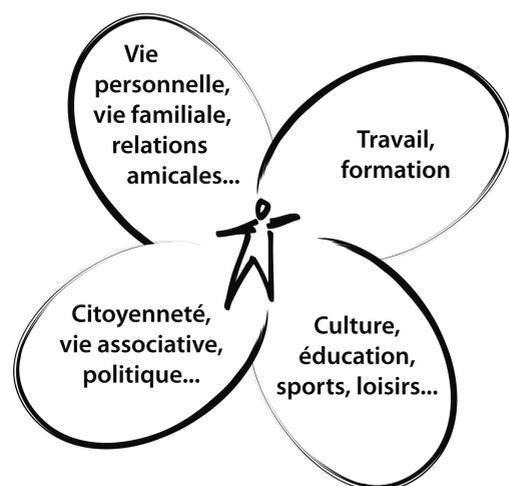
Changer la vie

Et, à l'extérieur, la vie a changé aussi : « Avoir un jour de libre toutes les semaines, ça change la vie, explique un cadre. Avec ma femme, on s'est mis au canoë-kayak de mer. Jusque-là, on se voyait seulement le soir et le week-end, quand il y avait les enfants. On adore nos enfants, mais ça fait du bien d'avoir un jour où on est ensemble, sans les enfants. »

La semaine de 4 jours peut créer 1,6 millions d'emplois. Elle permettra à notre société de retrouver un certain équilibre, une certaine confiance en son avenir. Elle peut permettre aussi à des millions de salariés de gagner une nouvelle liberté et de vivre une nouvelle intimité avec leurs proches. En cela, Edgar Morin a parfaitement raison de présenter une réduction forte du temps de travail comme un élément clef d'une Politique de civilisation.

Encore une fois, la semaine de 4 jours n'est pas la panacée. Elle doit s'inscrire dans un plan global de lutte contre le chômage et la précarité. Mais, dans toute la panoplie, c'est l'arme la plus puissante. C'est le levier qui nous permet d'éviter l'explosion ou la dépression collective qui nous guettent, éviter une société de pleine précarité pour construire une société de plein emploi et de pleine activité. Une société qui sera organisée pour permettre à chacun d'avoir part à 4 grandes sphères d'activité :

- la vie personnelle (couple, famille, amis...),
- la vie professionnelle (travail et formation),
- la culture, l'éducation, les sports et les loisirs,
- la citoyenneté, la vie associative, syndicale et politique.



(18) : Pour une politique de civilisation, Arléa, 2002, 79 pages.

Pour que tous et toutes puissent réellement avoir part librement à ces 4 sphères d'activité, le chantier est énorme. Mais il est passionnant.

Personne ne propose de supprimer les ordinateurs et de casser les robots. Personne ne veut fermer les universités et les centres de formation professionnelle. On ne va donc pas faire marche arrière en matière de productivité. On ne va pas revenir à la productivité d'il y a 30 ans. **DONC ON VA FORCÉMENT VERS LES 32 HEURES DE DURÉE MOYENNE COMME EN GRANDE BRETAGNE.**

La seule question est de savoir *Comment* on y va : par la précarité, l'injustice et la violence sociale ? Ou en choisissant de construire un nouvel équilibre, une nouvelle société ? Edgar Morin a raison de poser le débat en termes assez clairs : Politique de civilisation ou glissement vers la barbarie ? À nous de choisir !

Question 8

Sur la RTT, la droite a une vraie stratégie. On comprend bien pourquoi : une RTT forte et bien négociée pourrait créer plus d'un million d'emplois en CDI ce qui renforcerait nettement la capacité de négociation des salariés.

La gauche, au contraire, semble hésiter à aborder à nouveau la question du temps de travail. Quelle stratégie proposez vous pour que les gains de productivité réalisés depuis 30 ans profitent à tous au lieu d'être très largement confisqués par les actionnaires ?

En 1993, Antoine Riboud affirmait « il faut passer à 4 jours-32 heures ans étape intermédiaire ». En 1996, le PS affirmait que « les 35 heures est une étape vers la semaine de 4 jours ». En 1997, une étude du Ministère du Travail affirmait qu'un mouvement général vers la semaine de 4 jours pourrait créer 1.600.000 emplois.

Réorganiser une entreprise est un vrai chantier. On ne peut donc pas demander 2 réorganisations successives en 5 ans. Il n'est donc pas possible de multiplier les étapes. A vos yeux, quel doit être aujourd'hui notre objectif ?

- les 35 heures
- la semaine de 4 jours- 32 heures
- autre...

Si vous êtes favorable à une nouvelle réduction du temps de travail, quelle méthode, quel calendrier et quel financement proposez-vous pour la mettre en œuvre ?

Quelles propositions avancez-vous en matière d'accès à la culture, aux loisirs, à la démocratie, pour construire une vraie politique de civilisation ?

Question 9 : Refonder l'Europe ?

Par manque de place, nous avons été obligés de couper toute la partie consacrée à la refondation démocratique et politique de l'Europe. Tu peux la lire sur nouvellegauche.fr.

Question 10 : Agir pour sauver la planète

Par manque de place, nous avons été obligés de couper toute la partie consacrée à la question du climat et de la biodiversité. Tu peux lire à ce sujet le travail du Pôle écologique, le pacte écologique de Nicolas Hulot et nos textes sur nouvellegauche.fr.

Question 11 : de la démocratie interne au PS

Sur l'Europe comme sur le temps de travail, on a vu que les décisions prises par les dirigeants du PS entre 1997 et 2002 n'avaient pas été suffisamment débattues avec l'ensemble des élus et des militants.

A de nombreuses reprises, des militants (connus ou inconnus) ont demandé au gouvernement d'aller plus loin, plus vite dans les réformes, sans être vraiment entendus...

Plus loin, plus vite ! En juillet 1998, dans Le Nouvel Observateur, c'est sous ce titre que Jacques Delors tirait la sonnette d'alarme. Lui qui, en 1982, avait demandé de faire "une pause" dans les réformes, s'inquiétait au contraire en 1998 du manque d'ardeur réformatrice du gouvernement socialiste. Hélas, en 1998, il ne fut guère entendu.

Si les élus et les militants avaient été davantage écoutés sur les questions sociales et sur l'Europe (mais aussi sur l'écologie, la démocratie ou l'éducation), sans doute le gouvernement aurait-il fait preuve de plus d'audace. Le bilan aurait peut-être été meilleur et l'élection de 2002 plus facile à aborder.

De même, depuis le 21 avril 2002, si nous avons mieux respecté nos statuts, si nous avons effectivement organisé chaque année 2 grandes Conventions au cours desquelles tous les élus et tous les militants auraient pu participer à la réflexion collective hors de tout enjeu de pouvoir, sans doute notre projet présidentiel aurait-il été plus convaincant.

La démocratie représentative est en crise

Depuis trente ans, de scrutin en scrutin (à la notable exception des Présidentielles de 2007), l'abstention ne cesse de progresser. Elle progresse en particulier dans l'électorat "traditionnellement" ancré à gauche.

Et même aux municipales de 2008, les scores flatteurs que nous avons obtenus ne sauraient masquer une montée préoccupante de l'abstention. Combien de grandes villes peuvent se prévaloir d'une participation supérieure à 50% ? Sans même parler de ces quartiers qui conjuguent malaise social, environnement dégradée et absence de perspectives. Cette problématique se pose à l'ensemble de la société mais d'abord à nous tous, militants et donc acteurs de la "classe politique".

Hélas, de nombreux symptômes montrent que notre démocratie interne et le PS dans sa globalité souffrent des mêmes maux : discrédit de nos leaders, désertification des sections, absence de renouvellement, sentiment partagé par un grand nombre de militants qu'il n'y a plus d'articulation entre la base et le sommet.

Le dernier exemple en date est le processus mis en œuvre pour parvenir à notre nouvelle déclaration de principes. Il prouve jusqu'à la caricature notre déficit démocratique : un texte venu d'en haut, avec (pour la forme) des débats approximatifs dans les sections (quand ils ont eu lieu), une abstention importante lors du vote des militants et pour parachever le tout, des amendements venant amender le texte après le vote au mépris de toute règle minimale de démocratie... ce qui équivaudrait à dire aux camarades que leur avis comptait pour bien peu.

Nous avons perdu près de 50 % de nos effectifs en moins de 18 mois. Il serait faux, voir suicidaire, de donner comme seule explication un évasif « c'est la faute aux 20 euros ».

Non.... Le malaise est bien plus profond ! Il n'est pas né au soir du 6 mai 2007, mais qui s'étend sur plus d'une décennie où le "débat démocratique" s'est souvent résumé à un vase clos entre dirigeants, s'éloignant tous les jours un peu plus des citoyens et des militants.

Pourtant si nous voulons un jour reprendre le pouvoir durablement et changer la vie, il devient urgent de réformer en profondeur l'organisation de notre espace démocratique, de notre démocratie militante. La crise que nous traversons nous oblige à repenser profondément la manière dont on structure et on fait vivre un débat ouvert à tous.

Oxygéner le débat

Pour favoriser l'oxygénation du débat et le renouvellement de notre personnel politique, nous proposons :

- L'instauration du mandat unique pour les élus nationaux et les présidents d'exécutif (maire, président de conseil régionaux, ...). D'ici dix ans cette règle du mandat unique doit s'imposer à tous les mandats.
- La limitation à 3 mandats successifs sur un même poste.
- La limitation à 2 du nombre de présidences fonctionnelles (HLM, syndicat mixte...)
- L'instauration de la parité dans tous les exécutifs dès les prochaines échéances.
- La définition et le vote d'un vrai statut de l'élu notamment pour les élus issus du secteur privé et les élus des petites communes.

Il ne s'agit en aucun cas d'attendre une éventuelle modification législative mais bien d'inscrire tout ce qui peut l'être dans le fonctionnement du parti, d'en faire en quelque sorte une preuve par l'exemple démontrant par là même la réalité de notre rénovation.

Quelle représentation dans nos instances ?

Il faut aussi nous interroger sur nos modes de représentation interne. Car la présence massive de nos élus dans les différentes instances dirigeantes accrédite l'idée d'une professionnalisation du personnel politique quand celui-ci n'est pas perçu comme une nouvelle caste coupée des réalités quotidiennes de chacun.

Nos propositions ont un double objectif : il faut d'une part mieux refléter la diversité de la population et, d'autre part, permettre de redonner du souffle à un débat trop souvent anémié au nom du sacro-saint principe d'unité.

Nous proposons :

- D'avoir des instances de débat et de décision plus conformes à la diversité de la société, en limitant à 30 % le poids des élus dans les différents échelons de représentation du parti (national, fédéral...).
- La composition des BN, CN, CF doit être issue du congrès sur la base du score des motions : la motion arrivée en tête recueille la majorité + 1 des sièges (ce qui garantit une majorité d'action). La moitié restante est répartie entre toutes les motions ayant obtenu plus de 5 %.

Sur la reconnaissance des motions :

Pour favoriser un débat de qualité, ce qui a longtemps été la pierre angulaire du socialisme français, il faut mieux structurer le débat pour lui permettre de vivre. Cela passe par une vraie reconnaissance des motions dans le respect de chacune.

Par conséquent, nous proposons :

- Toutes les motions qui franchissent les 5 % des suffrages exprimés bénéficient d'une tribune régulière dans les outils de communication du parti.

- Elles ont un droit inaliénable de se réunir à tous les échelons du parti.
- Elles sont dotées d'un budget de fonctionnement.
- Elles sont régies par les statuts du parti (cumul, parité...)
- Les motions ont un droit de regard régulier sur les finances du Parti.
- Elles ont également accès au fichier des adhérents.

Faire émerger de nouveaux espaces d'expression citoyenne

Nous ne militons pas comme nous le faisons au XXème siècle. Derrière cette lapolissade se cache des réflexions complexes que le parti n'a encore que modérément abordé. Deux problématiques distinctes et complémentaires se font jour : d'une part, l'émergence d'Internet à la fois comme média global mais aussi comme média personnel. D'autre part, la prise en compte des nouveaux modes de vie, qui se traduisent par des rythmes des salariés de moins en moins homogènes et par des structures familiales de plus en plus mouvantes. Il ne s'agit pas de remplacer le cadre de la section et ses « rituels » mais d'être en mesure de proposer une militance mieux adaptée à notre société. Enfin, il s'agit d'être en capacité d'écouter de comprendre les différents groupes sociaux. En un mot, l'enjeu est bien de redonner aux militants un droit d'expression, sa capacité de choisir.

Par conséquent, nous proposons :

- de mettre en place sur internet des sections thématiques, transversales aux territoires.
- de mettre en place d'une Fédération Internet, au niveau national et au niveau fédéral.
- de consulter plus régulièrement les militants par ce biais.
- de lancer une réflexion avec des sociologues, des citoyens, des experts pour mieux appréhender ces nouveaux modes de vie.

S'ouvrir à tous

Nous demandons que soit organisées chaque année deux conventions thématiques au niveau du parti. Ce point est déjà inscrit dans nos statuts mais n'a pas été respecté depuis une dizaine d'années ce qui explique sans doute la pauvreté de notre projet en 2007. Durant ces Conventions, nous devons travailler avec l'ensemble des syndicats, avec les associations et les intellectuels qui peuvent nourrir notre réflexion. Ainsi le projet du PS ne sera pas seulement le projet des 10 ou 15 qu'on voit à la télé mais le projet construit par des milliers d'hommes et de femmes qui croient encore que la justice sociale est possible. Et si nous sommes des milliers à travailler sur le projet, ancrés dans la vie quotidienne, le projet sera sans doute à la hauteur des attentes de nos concitoyens. Et si nous sommes des milliers à travailler sur le projet, nous serons des milliers ensuite à le faire connaître.

Question 10 :

Que pensez-vous de nos propositions en matière de démocratie interne ?

Quelles sont vos propositions et quels sont vos engagements pour faire vivre (ou revivre) la démocratie interne à notre parti ?

Si des milliers de militants prennent position en faveur de l'impôt européen, des montants compensatoires avec la Chine, du Traité de l'Europe sociale, de la semaine de 4 jours ou du non-cumul des mandats, sans doute nos dirigeants seront-ils moins frileux sur ces questions...

Alors, si vous voulez les pousser à l'audace, allez répondre aux questions et voter sur nouvellegauche.fr